



Distribution: générale

Date: 24 août 2017

Original: anglais

Point 7 de l'ordre du jour

WFP/EB.2/2017/7-B/2/DRAFT

Questions opérationnelles

Pour approbation

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<http://executiveboard.wfp.org>)

Projet de plan stratégique de pays provisoire — République centrafricaine (2018–2020)

Durée	1 ^{er} janvier 2018–31 décembre 2020
Coût total pour le PAM	288 799 392 dollars É.-U.
Marqueur de l'âge et de l'égalité hommes-femmes*	2A

* <https://www.humanitarianresponse.info/system/files/documents/files/gm-overview-fr.pdf>

Résumé

Avec un produit intérieur brut par habitant de 323 dollars, la République centrafricaine se classe au dernier rang selon l'indice de développement humain de 2016. Selon les estimations, 76 pour cent des 4,7 millions d'habitants vivent dans la pauvreté. Les causes en sont notamment la faiblesse de la productivité, la défaillance des marchés et les fortes inégalités entre les sexes, intensifiées par les cycles de crises politiques et d'insécurité. Ces phénomènes ont culminé en 2013 et entraîné le déplacement de 1,2 million de personnes. À ce jour, 18 pour cent de la population sont encore déplacés. La désorganisation des moyens d'existence a eu pour effet de réduire la production alimentaire et le pouvoir d'achat des ménages, provoquant une chute de la consommation alimentaire et de la diversité du régime alimentaire. Environ 2,15 millions de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire, dont 6 pour cent sont exposés à une insécurité alimentaire grave, et le risque de se retrouver en situation d'insécurité alimentaire est plus élevé de 10 pour cent pour les ménages dirigés par une femme que pour ceux dirigés par un homme. Parmi les enfants âgés de 6 à 59 mois, le retard de croissance, dont la prévalence atteint 40 pour cent, touche 340 000 enfants, et le taux moyen de malnutrition aiguë globale est de 6 pour cent.

Dans le cadre du plan stratégique de pays provisoire, le PAM maintiendra ses interventions destinées à faire face à la crise tout en intensifiant son soutien aux programmes de redressement et aux activités de renforcement des capacités du Gouvernement. Cela impliquera un transfert progressif des responsabilités dans le domaine de la coordination et de la direction des futures interventions menées pour faire face à la crise et renforcer la résilience. Le PAM contribuera également au Plan national de relèvement et de consolidation de la paix (2017-2021) ainsi qu'au projet de Plan-cadre des Nations

Coordonnateurs responsables:

M. A. Dieng
Directeur régional
Afrique de l'Ouest
courriel: abdou.dieng@wfp.org

M. F. Gomez
Directeur de pays
courriel: felix.gomez@wfp.org

Unies pour l'aide au développement Plus pour 2018-2021, dans lesquels la priorité est donnée aux trois piliers suivants: soutenir la paix, la sécurité et la réconciliation, renouveler le contrat social entre l'État et la société, assurer le relèvement économique et la relance des secteurs productifs.

Le Gouvernement est le principal partenaire du PAM dans le pays. Parmi les autres partenaires figurent l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, le Programme des Nations Unies pour le développement, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, l'Organisation mondiale de la Santé, le mouvement Renforcer la nutrition, la Banque mondiale et des organisations non gouvernementales nationales et internationales. Le PAM mobilisera ses capacités techniques ainsi que ses capacités de diagnostic, de logistique et de coordination pour renforcer la convergence entre les partenaires autour de cinq effets directs stratégiques interdépendants. Ces effets sont conçus de manière à favoriser le transfert progressif des capacités et des ressources aux structures nationales et la création d'instruments de politique générale devant permettre la prestation de services relatifs à la sécurité alimentaire, à la nutrition, à la santé et d'autres services communs à la population centrafricaine.

Les effets directs stratégiques sont les suivants:

- Effet direct stratégique 1: Les ménages et les communautés touchés par une crise dans les régions ciblées sont en mesure de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels, aussi bien pendant qu'au lendemain des crises.
- Effet direct stratégique 2: D'ici à 2020, les groupes vulnérables, y compris les enfants, les filles et les femmes enceintes et allaitantes, et les personnes qui suivent une thérapie antirétrovirale et souffrent de malnutrition vivant dans les régions ciblées, voient leur état nutritionnel s'améliorer conformément aux objectifs nationaux.
- Effet direct stratégique 3: D'ici à 2020, les femmes et les hommes en situation d'insécurité alimentaire vivant dans les régions ciblées disposent de moyens d'existence améliorés qui leur permettent de faire face aux besoins de leur ménage et de leur communauté sur le plan de la sécurité alimentaire et de la nutrition.
- Effet direct stratégique 4: D'ici à 2020, les institutions nationales et infranationales disposent de capacités renforcées pour mettre sur pied un dispositif de protection sociale adapté et gérer les politiques et programmes concernant la sécurité alimentaire et la nutrition.
- Effet direct stratégique 5: La communauté humanitaire (partenaires et donateurs) dispose de moyens plus performants pour atteindre les zones en proie à une crise humanitaire et y intervenir tout au long de l'année.

Le plan stratégique de pays provisoire contribuera aux résultats stratégiques du PAM ci-après: 1 (Accès à la nourriture); 2 (Fin de la malnutrition); 3 (Productivité et revenus des petits exploitants); 5 (Renforcement des capacités); et 8 (Renforcement du partenariat mondial).

Projet de décision*

Le Conseil approuve le plan stratégique provisoire pour la République centrafricaine (2018-2020) (WFP/EB.2/2017/7-B/2/DRAFT), pour un coût total pour le PAM de 288 799 392 dollars É.-U.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

1. Analyse de la situation

1.1 Contexte national

1. La République centrafricaine est un pays sans littoral entrant dans la catégorie des pays les moins avancés. Elle compte 4,7 millions d'habitants. La moitié de la population est chrétienne, 35 pour cent conservent des croyances autochtones et 15 pour cent pratiquent l'islam¹. En dépit de ressources agricoles, forestières et minérales importantes, la mauvaise gouvernance et les crises répétées sur le plan politique et sur celui de la sécurité expliquent le faible produit intérieur brut (PIB) par habitant, qui est estimé à 323 dollars. Le pays se classe au dernier rang des 188 pays pris en compte par l'indice de développement humain² de 2016, et affiche un taux de pauvreté national élevé, à savoir 76 pour cent.
2. Les causes de la pauvreté en République centrafricaine sont notamment la faiblesse de la productivité, la défaillance des marchés, les inégalités entre les sexes et les cycles de crises politiques et d'insécurité qui touchent en particulier les femmes dans les communautés rurales. La République centrafricaine occupe le 149^{ème} rang sur 155 pays selon l'indice d'inégalité de genre, du fait en partie du faible taux d'activité des femmes (72 pour cent contre 85 pour cent pour les hommes)³. Les taux de discrimination sexiste y sont également élevés selon l'indice Institutions sociales et égalité hommes-femmes⁴. Bien que 60 pour cent de la population aient moins de 24 ans, les jeunes - hommes et femmes - ont peu accès aux processus politiques ou aux possibilités socioéconomiques, et ils ont été touchés de manière disproportionnée par les crises.
3. En 2013, un coup d'État accompagné de violences sectaires extrêmes a entraîné le déplacement de 1,2 million de personnes et une chute de 36 pour cent du PIB, ce qui a aggravé les inégalités entre les sexes et entre les groupes d'âge⁵. Le conflit et les déplacements ont été à l'origine de plus de 60 000 cas de violence sexiste en 2015, dont 29 000 cas de violence sexuelle. Fin avril 2017, 18 pour cent de la population était toujours déplacée (426 100 personnes à l'intérieur du pays et 467 960 réfugiés), et 50 pour cent de la population avait besoin d'une assistance humanitaire⁶.
4. La force française Sangaris et la mission de maintien de la paix des Nations Unies (Mission multidimensionnelle intégrée pour la stabilisation en République centrafricaine – MINUSCA) ont progressé dans le rétablissement de la sécurité depuis 2014, et un nouveau président a été élu en février 2016, mais la situation reste instable. Un processus national de désarmement, démobilisation, et réintégration doit encore être mis en œuvre. Les groupes armés sont fragmentés et réticents à y prendre part compte tenu de la capacité limitée du Gouvernement à le mettre en œuvre ou à offrir des possibilités d'emploi stables aux membres des milices démobilisés.

1.2 Progrès vers la réalisation de l'objectif de développement durable 2

Progrès vers la réalisation des cibles de l'objectif de développement durable 2

5. *Accès à la nourriture.* L'insécurité, les déplacements, la destruction des infrastructures et des actifs des ménages, ainsi que l'accès limité à la terre, ont provoqué un effondrement de la production alimentaire. Cela est venu s'ajouter au niveau de productivité déjà faible dû aux pratiques agricoles traditionnelles, aux défaillances des infrastructures, à la variabilité des précipitations et à l'accès limité aux marchés. Les semences ne sont plus disponibles, les greniers à grain sont détruits, les outils sont pillés et les acheteurs potentiels hésitent à se rendre dans la plupart des régions. Cette situation a conduit à un épuisement généralisé des stocks, à une hausse

¹ Central Intelligence Agency. *World Factbook: Central African Republic, People and Society* (2016).

² *Rapport sur le développement humain* (2016).

³ *Indice d'inégalité de genre* (2016).

⁴ *Indice Institutions sociales et égalité hommes-femmes* (2016).

⁵ *Plan national de relèvement et de consolidation de la paix* (2017-2021).

⁶ Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA). *Aperçu des besoins humanitaires* (2017).

des prix des denrées et à un amenuisement des actifs des ménages et des communautés, ce qui rend la majeure partie de la population vulnérable⁷.

6. À l'heure actuelle, en République centrafricaine, 2,15 millions de personnes (48 pour cent de la population) sont confrontées à l'insécurité alimentaire, dont 6 pour cent à une insécurité alimentaire grave. Le risque de se retrouver en situation d'insécurité alimentaire est plus élevé de 10 pour cent pour les ménages dirigés par une femme que pour ceux dirigés par un homme⁸. Entre 65 et 75 pour cent de l'ensemble du revenu disponible des ménages est maintenant consacré à l'alimentation. De ce fait, 60 pour cent des ménages ont une consommation alimentaire inadéquate (insuffisante ou limite), tandis que 37 pour cent supplémentaires se retrouveront probablement en situation d'insécurité alimentaire en cas de choc. Les chiffres sont en hausse par rapport aux années précédentes et 43 pour cent des ménages sont contraints de recourir à des stratégies qui compromettent leurs moyens d'existence futurs⁹.
7. *Fin de la malnutrition.* Les taux de malnutrition aiguë globale en République centrafricaine sont actuellement estimés à 6 pour cent parmi les enfants de 6 à 59 mois et, dans huit sous-préfectures (sur les 71 que compte le pays), on estime que la malnutrition aiguë globale est passée de 6 à 18 pour cent au fil des deux dernières années, c'est-à-dire au-dessus du seuil d'urgence établi en vertu des normes du Projet Sphère, fixé à 15 pour cent¹⁰. D'autre part, le taux de malnutrition aiguë sévère se situe désormais au-dessus du seuil d'urgence de 2 pour cent dans 11 sous-préfectures et il a atteint 4,9 pour cent dans la préfecture de Vakaga en 2016. La prévalence du retard de croissance au niveau national est également élevée: elle atteint 40 pour cent et, selon les estimations, 340 000 enfants âgés de 6 à 59 mois (dont 51 pour cent de filles) sont touchés.
8. Trente-quatre pour cent des enfants de moins de 7 mois sont exclusivement nourris au sein; par ailleurs, selon les estimations, plus de 72 500 filles et femmes enceintes et allaitantes souffraient de malnutrition aiguë modérée en 2014, mais 38 pour cent d'entre elles seulement bénéficiaient de consultations prénatales régulières. Alors que le taux national de prévalence du VIH est de 3,7 pour cent, 15 pour cent seulement des personnes vivant avec le VIH ont accès au traitement antirétroviral¹¹.
9. *Productivité et revenus des petits exploitants.* L'agriculture familiale contribue pour 50 pour cent aux revenus nationaux et fournit 75 pour cent des aliments consommés dans le pays. Faute d'investissements, 5 pour cent seulement des 15 millions d'hectares de terres arables adaptées sont cultivés et seuls 1 000 hectares sont irrigués sur les 1,9 million d'hectares qui pourraient convenir à cet usage. Le pays n'a guère connu de modernisation pour ce qui concerne l'utilisation des variétés de semences, des engrais et du matériel agricole ou les stratégies de conservation des sols¹². Ce problème touche particulièrement les femmes, qui représentent 55 pour cent des petits exploitants ruraux.
10. *Systèmes alimentaires durables.* Les marchés de denrées alimentaires au niveau provincial s'appuient sur les petits producteurs locaux. Les femmes représentent plus de 80 pour cent des négociants locaux, mais les difficultés rencontrées, telles que l'insécurité, la faiblesse des infrastructures commerciales, le manque de capacités en matière d'entreposage après récolte et de transport, l'effondrement des organisations paysannes et la rareté des services agricoles et des soutiens financiers limitent leur accès aux marchés ruraux et leur capacité à tirer parti des filières

⁷ Évaluation de la sécurité alimentaire au niveau national. 2016. Menée sous la direction du Ministère de l'économie, du plan et de la coopération, en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le PAM; OCHA. [Aperçu des besoins humanitaires](#) (2017).

⁸ Évaluation de la sécurité alimentaire en situation d'urgence. 2015.

⁹ Évaluation de la sécurité alimentaire au niveau national. 2016. Parmi les exemples de stratégies de survie préjudiciables figurent le recours par les femmes et les filles à la collecte non viable de nourritures sauvages, la vente de biens, d'outils et d'autres actifs productifs du ménage, et le retrait des enfants, en particulier les filles, de l'école.

¹⁰ Enquête rapide SMART, PAM (2016) et OCHA, [Aperçu des besoins humanitaires 2017](#).

¹¹ On trouvera sur le site ONUSIDA- République centrafricaine des statistiques concernant la prévalence de la malnutrition chez les personnes vivant avec le VIH et sur AIDSInfo des données relatives à la prévalence confirmées par le Ministère de la santé, de l'hygiène publique et de la population.

¹² Ministère de l'agriculture et du développement rural. 2016. Vision nationale pour l'agriculture.

locales¹³. Cette désintégration au niveau de la production, des marchés et des échanges locaux a engendré une grave pénurie de produits alimentaires de première nécessité, si bien qu'en 2015-2016, la République centrafricaine s'est retrouvée avec un déficit céréalier de 48 pour cent (60 000 tonnes), soit 5 pour cent de plus que l'année précédente.

Environnement macroéconomique

11. Les revenus en République centrafricaine sont parmi les plus bas au monde et le PIB par habitant est tombé de 488 dollars en 2011 à 323 dollars en 2015¹⁴. La croissance réelle du PIB a été estimée à 4,5 pour cent en 2016 et devrait atteindre 5 pour cent en 2018. Cette amélioration est impulsée par une hausse modeste des exportations de produits du secteur primaire (or, diamants, bois, café et coton), une augmentation des engagements de crédit et une expansion de la consommation privée. Toutefois, la répartition des richesses reste inégale, une fracture économique de longue date persistant entre la capitale, Bangui, et le reste du pays et donnant lieu à des niveaux élevés d'inégalité des revenus¹⁵.

Principaux liens intersectoriels

12. L'alimentation et l'agriculture sont les piliers de l'économie, de l'emploi et des moyens d'existence en République centrafricaine. L'objectif de développement durable (ODD) 2 est donc une priorité pour le Gouvernement, à qui il donne une orientation pour l'élaboration de politiques et de partenariats institutionnels au titre de l'ODD 17. Les stratégies Faim zéro offrent la possibilité de s'attaquer au sous-emploi, d'améliorer le statut économique des femmes et de mettre en place des filets de protection sociale pour réduire la pauvreté (ODD 1). L'expansion des programmes de repas scolaires est une priorité nationale et contribue à l'éducation future des enfants et des adolescents (ODD 4).

1.3 Lacunes et problèmes liés à la faim

13. Deux millions de personnes sont classées aux niveaux 3 et 4 (urgence et crise) du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire, les femmes et les filles étant les plus durement touchées¹⁶. Environ 40 pour cent des enfants de 6 à 59 mois souffrent d'un retard de croissance et le taux de malnutrition aiguë globale chez les enfants de 6 à 23 mois est de 6 pour cent. Les filles et les femmes enceintes et allaitantes, ainsi que les personnes vivant avec le VIH et leur famille, sont particulièrement vulnérables face à la malnutrition. Sur un nombre estimatif de 426 110 personnes déplacées, 30 pour cent vivent sur des sites de regroupement et ont besoin d'une assistance alimentaire immédiate. En outre, 467 960 réfugiés centrafricains (dont 52 pour cent de femmes et de filles) se trouvent dans les pays voisins¹⁷. La plupart des personnes déplacées et des réfugiés sont de petits exploitants fortement tributaires des envois de fonds et de l'aide, qui ont adopté des stratégies de subsistance à faible risque et des mécanismes de survie d'urgence. Selon une récente évaluation interinstitutions régionale, plus de 30 pour cent des réfugiés veulent retourner chez eux en République centrafricaine, et 18 425 retours spontanés de réfugiés en République centrafricaine ont été enregistrés entre janvier et avril 2017¹⁸.

¹³ Ministère de l'agriculture et du développement rural. 2016. Ce document souligne le rôle traditionnel que jouent les femmes dans le commerce d'excédents de cultures de base, de fruits et de légumes nutritifs, de farine et d'autres denrées transformées localement, mais reconnaît que les revenus du ménage sont contrôlés par le mari.

¹⁴ À taux de change constant du dollar 2010. Voir les données de la Banque mondiale. 2016.

¹⁵ *Doing Business report – Central African Republic*. Banque mondiale. 2017. La République centrafricaine se classe au 185^{ème} rang sur 190 économies.

¹⁶ Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire, consulter IPC-Info. FAO. 2016.

¹⁷ Portail interinstitutions de partage de l'information: réponse régionale à la crise des réfugiés en République centrafricaine. Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR). 2017.

¹⁸ HCR: [Central African Republic Situation Update](#), avril 2017.

1.4 Grandes priorités du pays

Priorités du Gouvernement

14. Le plan national de relèvement et de consolidation de la paix (2017-2021), établi par le Gouvernement centrafricain en collaboration avec le système des Nations Unies et les donateurs partenaires, donne la priorité aux trois piliers suivants:
 - i) soutenir la paix, la sécurité et la réconciliation;
 - ii) renouveler le contrat social entre l'État et la société; et
 - iii) assurer le relèvement économique et la relance des secteurs productifs¹⁹.
15. Ce plan constitue un engagement à faire progresser l'égalité des sexes dans le cadre de la fourniture des services de base à la population, à faciliter la réinstallation des personnes déplacées et des réfugiés, et à avoir recours au dialogue communautaire pour favoriser la paix et la réconciliation. La réforme des instruments de politique générale et des cadres institutionnels nationaux, qui est fondamentale, englobera une nouvelle politique nutritionnelle nationale et le Code de santé publique. Un programme intégré de repas scolaires et de compléments nutritionnels est aussi prévu pour réduire la malnutrition chez les enfants et les patients sous traitement antirétroviral.
16. Le Plan national de relèvement et de consolidation de la paix vise à restaurer progressivement les capacités de production et les moyens d'existence des ménages ruraux en investissant dans les infrastructures communautaires et en relançant les marchés locaux. Les programmes générateurs de revenus, y compris la transposition à plus grande échelle de dispositifs de résilience, sont appuyés. Le Président Touadéra a personnellement demandé au PAM d'étendre les interventions Achats au service du progrès (P4P) aux femmes et aux jeunes s'occupant d'une petite exploitation, afin de les inciter à participer aux filières essentielles conformément à la Feuille de route pour l'agriculture de la République centrafricaine.
17. Le Gouvernement met aussi l'accent sur la nécessité de soutenir les activités qui renforcent les capacités des institutions nationales en matière de planification, de suivi et de réaction face à l'évolution de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et permettent de suivre les progrès accomplis sur la voie de la réalisation de l'ODD 2²⁰. Compte tenu de cette situation, un examen stratégique Faim zéro, placé sous la direction du Ministère de l'économie, du plan et de la coopération, appuiera les approches communes par le biais de la plateforme de coordination et de suivi du Plan national de relèvement et de consolidation de la paix.

Priorités du système des Nations Unies et des autres partenaires

18. Les priorités du Plan national de relèvement et de consolidation de la paix se font l'écho des enseignements tirés de l'évaluation interorganisations de l'action humanitaire menée pour faire face à la crise en République centrafricaine. La priorité de l'équipe de pays des Nations Unies est donc de réunir les compétences des 18 organismes présents en République centrafricaine afin de donner suite aux recommandations issues de l'évaluation interorganisations et de collaborer avec le Gouvernement pour appuyer la réalisation des cibles de son Plan national de relèvement et de consolidation de la paix. Il a été convenu de travailler en étroite convergence. Les trois piliers du Plan sont fidèlement repris dans le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement Plus (PNUAD+) pour 2018-2021 et dans le Cadre stratégique provisoire pour 2016-2017; le Plan d'aide humanitaire des Nations Unies (2017-2019)²¹ se fait quant à lui l'écho des partenariats techniques et financiers destinés à aider le Gouvernement à parvenir à éliminer la faim.

¹⁹ [Plan national de relèvement et de consolidation de la paix \(2017-2021\)](#).

²⁰ Ministère de l'agriculture et du développement rural, 2016.

²¹ Le [Plan d'aide humanitaire 2017-2019](#) et le Bilan commun de pays (2017).

2. Incidences stratégiques pour le PAM

2.1 Expérience du PAM et enseignements

19. D'après l'expérience actuelle du PAM, grâce à l'assistance alimentaire d'urgence en nature et sous forme d'espèces ou de bons, les ménages ont moins recours à des stratégies de survie préjudiciables, mais cette forme d'aide doit être intégrée dans des dispositifs d'assistance sociale plus larges afin d'aider les petits exploitants à se relever, conformément aux priorités énoncées dans le Plan national de relèvement et de consolidation de la paix et le PNUAD+²². Lorsque les femmes peuvent compter sur des filets de sécurité prévisibles, elles se mettent à jouer un rôle plus important dans la prise de décisions²³, et les ménages vulnérables élaborent des stratégies pour se procurer des vivres à plus long terme et prennent part aux activités de redressement organisées à l'échelle des communautés²⁴.
20. En matière d'activités nutritionnelles, l'expérience du PAM dans la sous-région montre que la supplémentation alimentaire ciblée n'est pas la réponse la plus indiquée pour s'attaquer aux taux élevés de malnutrition aiguë modérée²⁵. Il est nécessaire d'adopter des stratégies permettant de s'attaquer aux causes directes et indirectes de la malnutrition infantile au moyen d'interventions spécifiquement axées sur la nutrition et d'interventions comportant une dimension nutritionnelle.
21. Il est en outre indispensable de faire progresser l'égalité entre les sexes; il faut donc s'appuyer, pour étayer la conception et la planification des programmes, sur une analyse solide, effectuée aussi bien durant les périodes de crise qu'après; cette analyse doit distinguer les besoins des filles et des garçons, des femmes et des hommes, des différents groupes de richesse et des communautés dans les localités rurales et urbaines. À cette fin, il faut disposer de systèmes de gestion des données, de suivi et de reddition de comptes robustes, ce qui suppose d'améliorer la finesse des données, leur ventilation par sexe et par âge ainsi que la mutualisation des informations et la coordination entre les différents pays et organismes²⁶.
22. L'insécurité et l'accès intermittent aux bénéficiaires en raison d'insurrections armées et d'actes de brigandage continuent de poser des problèmes majeurs dans de nombreuses préfectures. Les capacités du système local de transport sont insuffisantes car des véhicules ont été détruits et les opérateurs privés se sont retirés du pays.
23. Cette approche multidimensionnelle est difficile à mettre en œuvre, en raison d'une présence restreinte et de la capacité limitée des pouvoirs publics à fournir des services ou à suivre les progrès au niveau local. Le PAM doit donc collaborer avec les autres organismes des Nations Unies pour aider le Gouvernement à favoriser la pérennité de leurs interventions; à cet effet, il faut mettre en place les politiques nécessaires, renforcer les capacités institutionnelles et obtenir les ressources indispensables afin que la République centrafricaine soit à même de superviser ses stratégies visant à atteindre l'objectif Faim zéro.

2.2 Potentialités pour le PAM

24. Dans le cadre du Plan national de relèvement et de consolidation de la paix et du PNUAD+, le Gouvernement et l'Organisation des Nations Unies s'accordent à donner la priorité à la mise en place de mécanismes souples, capables d'apporter une réponse efficace et coordonnée en cas de

²² Les sources sont notamment l'évaluation interorganisations de l'action humanitaire 2013-2015 (2016), le rapport spécial de la mission FAO/PAM d'évaluation des récoltes et de la sécurité alimentaire en République centrafricaine (2016), les évaluations nationales annuelles de la sécurité alimentaire, les bulletins d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité au moyen de la téléphonie mobile (mVAM), les rapports de suivi post-distribution et les points sur la situation publiés chaque semestre sur le site du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire.

²³ Il s'agit de l'une des conclusions essentielles tirées par le PAM à la faveur de l'initiative concernant la problématique hommes-femmes et les marchés en Afrique de l'Ouest; Centre de ressources de l'Unité chargée de l'analyse et de la cartographie de la vulnérabilité (2016).

²⁴ Voir "Le rôle de l'assistance alimentaire dans le domaine de la protection sociale: point sur la politique du PAM en matière de filets de sécurité" (2012); *Safety Nets Guidelines* (2014); et *From Protection to Production*, FAO (2016).

²⁵ Par exemple, l'évaluation de l'opération d'urgence régionale 200777 (2016) a permis de constater que les stratégies employées pour remédier à des taux élevés de malnutrition chronique avaient eu peu d'effet sur la forte prévalence de la malnutrition aiguë modérée ou du retard de croissance.

²⁶ Plan national de relèvement et de consolidation de la paix (2017-2021).

situation d'urgence tout en s'attaquant dans la durée aux problèmes structurels de malnutrition, de faible productivité agricole et de fragilité des marchés qui freinent l'élimination de la faim en République centrafricaine. Les organismes des Nations Unies aideront également le Gouvernement à élaborer une stratégie de retour faisant appel à la création d'actifs afin de contribuer à la réinsertion durable des personnes déplacées et des réfugiés.

25. Le PAM, agissant de concert avec le Gouvernement, développera la planification et la mise en œuvre d'une palette de mesures de préparation et d'intervention comprenant la fourniture de vivres dans les situations d'urgence, une supplémentation alimentaire généralisée, des repas scolaires et des programmes de protection sociale. Le PAM centrera ensuite ses activités sur le rétablissement des moyens d'existence des petits exploitants et des systèmes locaux de marché. Cette stratégie reposera sur une collaboration interinstitutions, interministérielle et transfrontalière solide. Elle exigera d'utiliser des données récentes, ventilées par sexe et par âge, des dispositifs de reddition de comptes et de suivi, et des analyses de la problématique hommes femmes; et elle s'inscrira dans la durée grâce au renforcement des capacités, l'objectif étant d'aider les pouvoirs publics à mettre en place les politiques, les institutions et les programmes nécessaires pour coordonner et assurer les services²⁷.
26. Le PAM va travailler avec le module de la protection afin de renforcer la protection sociale et la responsabilité envers les populations touchées. Une formation sera dispensée aux homologues des pouvoirs publics, aux membres du module de la sécurité alimentaire et aux partenaires opérationnels. Le PAM s'associera au Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) pour aider la République centrafricaine à renforcer sa participation au mouvement SUN, en privilégiant les interventions nationales de prévention de la malnutrition et le développement des repas scolaires nutritifs.

2.3 Réorientations stratégiques

27. L'orientation générale du PAM consiste à s'écarter progressivement des interventions mises en place sous la conduite d'organismes extérieurs pour renforcer le soutien apporté aux structures et aux partenariats placés sous la responsabilité du Gouvernement. À cet effet, le PAM entend privilégier le renforcement des capacités et l'appui aux pouvoirs publics dans les grands domaines exposés ci-après:
 - i) articulation entre aide d'urgence et appui au redressement rapide afin d'instaurer des solutions durables permettant de faire reculer l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, en ayant davantage recours aux transferts de type monétaire et à la mise en place d'interventions à caractère saisonnier, en fonction de la disponibilité de produits alimentaires sur les marchés et des préférences, des besoins et des capacités des ménages et des communautés, en particulier les femmes;
 - ii) développement de la fourniture de repas scolaires d'urgence dans les zones affectées par une crise et de repas scolaires nutritifs dans les zones stables, afin d'améliorer la fréquentation scolaire ainsi que la protection et la nutrition des enfants;
 - iii) mise en place d'une démarche multisectorielle coordonnée faisant appel à plusieurs acteurs, conformément aux engagements que la République centrafricaine a souscrit dans le cadre du mouvement SUN;
 - iv) partenariats avec les autorités locales, les organismes ayant leur siège à Rome et les organisations non gouvernementales (ONG) implantées sur place afin de synchroniser l'assistance alimentaire en nature, les transferts de type monétaire et le développement des interventions au titre de l'initiative Achats au service du progrès, avec la fourniture de semences adaptées à la saison, d'outils et d'un appui technique pour améliorer la productivité et les revenus des petits exploitants, et aider les femmes et les jeunes à participer davantage aux filières;

²⁷ Voir l'évaluation interorganisations de l'action humanitaire 2013-2015, pages 90 à 93 (2016) (en anglais uniquement).

- v) développement des filets de protection sociale afin de réaliser l'ODD2, en faisant appel à l'apprentissage Sud-Sud pour aider le Gouvernement à élaborer un cadre de politique générale cohérent, et mise en place de la plateforme numérique pour la gestion des bénéficiaires et des transferts (SCOPE)²⁸; et
- vi) mise sur pied d'un dispositif national de gestion des données, de suivi et de reddition de comptes capable de fournir rapidement des informations ventilées par sexe et par âge et des analyses de la problématique hommes-femmes; il s'agit d'aider le Gouvernement à adopter une démarche de nature à transformer les relations entre les sexes dans la conception et la coordination des programmes nationaux, et à suivre les progrès accomplis sur la voie de la réalisation de l'ODD 2 dans le cadre de la structure de coordination et de suivi du Plan national de relèvement et de consolidation de la paix.

3. Orientation stratégique du PAM

3.1 Direction, orientations et impact escompté

28. Au cours des trois prochaines années, le PAM entend aider le Gouvernement à tirer parti des ambitions formulées dans le Plan national de relèvement et de consolidation de la paix et à s'employer à poursuivre l'objectif Faim zéro; à cet effet, il utilisera les moyens techniques, diagnostiques et logistiques dont il dispose afin de renforcer la convergence des partenaires autour de cinq effets directs stratégiques interdépendants. Ces domaines se renforcent mutuellement et sont conçus de manière à encourager les partenariats autour d'un programme national visant à favoriser le relèvement des ménages et des communautés dans le respect du principe d'égalité des sexes, conformément aux priorités énoncées dans le Plan national de relèvement et de consolidation de la paix et le PNUAD+.

3.2 Effets directs stratégiques, domaines d'action privilégiés, produits escomptés et activités essentielles

Effet direct stratégique 1: Les ménages et les communautés touchés par une crise dans les régions ciblées sont en mesure de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels, aussi bien pendant qu'au lendemain des crises

29. Durant la période couverte par le plan stratégique de pays provisoire (PSPP), les déplacements de population et les retours devraient se poursuivre, et le nombre de bénéficiaires, leurs préférences et leurs besoins devraient évoluer au gré des modifications des conditions de sécurité. Pour faire évoluer les stratégies d'intervention, le PAM s'associera avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et l'UNICEF afin de renforcer le ciblage fondé sur la vulnérabilité en procédant à intervalles réguliers à des analyses et un suivi différenciés par sexe de la situation sur le plan de la sécurité alimentaire et de la nutrition. À mesure que les zones se stabiliseront, le retour chez eux des groupes vulnérables de personnes déplacées vivant dans des camps sera facilité, et les modalités d'intervention seront recentrées sur le rétablissement des moyens d'existence (effet direct stratégique 3).

Domaines d'action privilégiés

30. Au titre de l'effet direct stratégique 1, il s'agit d'intervenir pour faire face à la crise et venir en aide aux ménages déplacés et aux communautés d'accueil vulnérables confrontés à l'insécurité alimentaire dans les zones touchées.

²⁸ Après la réussite de la mise en place, début 2017, de la plateforme SCOPE dans le cadre du programme de transferts de type monétaire du PAM, son extension à cinq bureaux auxiliaires du PAM en République centrafricaine est en cours, afin d'assurer la gestion de différentes modalités de filets de protection sociale.

Produits escomptés

31. Deux produits permettront d'obtenir l'effet direct stratégique escompté:
 - Les réfugiés, les personnes déplacées ou qui ont pris le chemin du retour et les communautés d'accueil touchées par la crise dans les régions du nord-ouest, du nord, du nord-est et du centre du pays reçoivent des aliments nutritifs ou des transferts de type monétaire afin de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels.
32. Les populations déplacées vulnérables bénéficieront de distributions générales de vivres accompagnées de campagnes de communication visant à faire évoluer la société et les comportements destinées à faire mieux comprendre aux hommes et aux femmes ce qu'est la malnutrition et à s'attaquer aux stéréotypes porteurs de discrimination entre les sexes. Le PAM développera l'utilisation des transferts de type monétaire en fonction d'analyses de la protection sociale axées sur la problématique hommes-femmes et d'évaluations des marchés locaux. Les communautés d'accueil recevront une assistance alimentaire saisonnière et/ou des transferts de type monétaire pour protéger leurs actifs et favoriser un redressement rapide.
 - Les enfants des réfugiés, des personnes déplacées ou qui ont pris le chemin du retour et des familles d'accueil touchées par la crise qui sont scolarisés en primaire reçoivent un repas nutritif quotidien lorsqu'ils vont à l'école, afin de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels et de faire augmenter le taux de scolarisation.
33. Le PAM s'associera au Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche et à l'UNICEF pour faire augmenter le taux de fréquentation en primaire en fournissant des repas scolaires d'urgence dans les zones touchées par la crise. Un diagnostic sera réalisé dans le cadre de l'approche systémique pour l'amélioration des résultats dans le domaine de l'éducation (approche SABER), de manière à aider le Gouvernement à renforcer les orientations et les modalités d'exécution des programmes nationaux, en s'appuyant sur les achats locaux effectués auprès d'associations de petits exploitants dans le cadre de l'initiative Achats au service du progrès, au titre de l'effet direct stratégique 3²⁹.

Activités essentielles

Activité 1: Assurer des distributions générales de vivres et fournir des aliments nutritifs et/ou des transferts de type monétaire aux réfugiés, aux personnes déplacées ou qui ont pris le chemin du retour et aux communautés d'accueil touchées par la crise

34. Dans le cadre des distributions générales de vivres, le PAM fournira un assortiment comprenant un supplément alimentaire, le SuperCereal. Au cours de la période couverte par le PSPP, les transferts de type monétaire seront développés dans les zones où les préférences locales, l'accès au marché et la disponibilité d'aliments nutritifs essentiels favorisent ce mode d'intervention. Les activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements permettront de mieux faire comprendre les besoins alimentaires et nutritionnels aux femmes et aux hommes ainsi qu'aux garçons et aux filles, notamment les personnes vivant avec le VIH et leur famille. Les partenaires, parmi lesquels figurent le HCR, l'UNICEF, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et les ONG, aideront le PAM à assurer un ciblage efficace fondé sur la vulnérabilité et tenant compte de la problématique hommes-femmes et à opérer un transfert de compétences au profit du Ministère de l'économie, du plan et de la coopération.
35. Dans les centres de distribution, le PAM appliquera les protocoles de qualité et de satisfaction définis au titre de la responsabilité à l'égard des populations touchées, et il développera la gestion de l'enregistrement et de la distribution de produits alimentaires et d'espèces en tenant compte de la problématique hommes-femmes. La plateforme SCOPE sera de plus en plus utilisée pour gérer les distributions³⁰. En outre, des dispositifs de sécurité seront en place pour prévenir les violences sexistes, l'exploitation sexuelle et la maltraitance des enfants. Tous les groupes de population auront accès à des mécanismes de réclamation gérés par des partenaires locaux, et le

²⁹ Le PAM sollicitera l'appui du Bureau régional de Dakar et du Centre d'excellence du Brésil pour les besoins du processus SABER en République centrafricaine.

³⁰ Pour plus d'informations, voir la présentation de la plateforme SCOPE (2016).

PAM mettra en place un dispositif gratuit de réclamation utilisant la téléphonie mobile, dont la gestion sera assurée par son personnel.

Activité 2: Distribuer des repas scolaires d'urgence aux écoliers du primaire membres de familles touchées par la crise dans les localités ciblées

36. Dans les localités ciblées, les enfants des familles déplacées et des familles d'accueil touchées par la crise recevront des repas scolaires d'urgence. Ce programme aura pour objet de satisfaire les besoins alimentaires et d'assurer la protection des enfants en situation d'urgence tout en contribuant à la remise en état des écoles.

Effet direct stratégique 2: D'ici à 2020, les groupes vulnérables, y compris les enfants, les filles et les femmes enceintes et allaitantes, ainsi que les personnes qui suivent une thérapie antirétrovirale et souffrent de malnutrition vivant dans les régions ciblées, voient leur état nutritionnel s'améliorer conformément aux objectifs nationaux

37. Le PAM s'associera à l'UNICEF et aux ONG pour aider le Ministère de la santé, de l'hygiène publique et de la population à mettre en place une démarche globale de prévention de la malnutrition placée sous la conduite des communautés, conformément aux priorités du Gouvernement au titre du mouvement SUN. Le programme de supplémentation alimentaire généralisée servira de cadre pour la mise en place d'activités à dimension nutritionnelle. La problématique hommes-femmes fera partie intégrante des activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements, qui comprendront notamment des démonstrations de cuisine avec les aliments nutritifs disponibles localement et aborderont les relations entre la malnutrition et les pratiques en matière de santé, d'eau, d'assainissement, d'hygiène et de diversité du régime alimentaire. Des repas scolaires nutritifs seront fournis dans les zones exposées à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, en faisant appel aux achats afin d'aider les petits exploitants, au titre de l'objectif stratégique 3.

Domaines d'action privilégiés

38. L'effet direct stratégique 2 a trait à la résilience à long terme des ménages et des communautés.

Produits escomptés

39. Quatre produits permettront d'obtenir l'effet direct stratégique escompté:
- Les enfants âgés de 6 à 23 mois reçoivent une supplémentation alimentaire généralisée afin de prévenir la malnutrition.
40. Dans les districts de santé ciblés, les enfants âgés de 6 à 23 mois recevront une ration de supplémentation alimentaire généralisée quotidienne afin de prévenir la malnutrition. Les structures mises en place au titre du programme de supplémentation alimentaire généralisée seront étroitement liées afin de favoriser l'autonomisation des femmes en matière de développement et de protection du jeune enfant, de méthodes de préparation d'aliments nutritifs, d'amélioration des pratiques concernant l'eau, l'assainissement et l'hygiène et d'accès aux services de santé et de planification familiale. Des activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements tenant compte de la problématique hommes-femmes seront mises en place; il s'agira de permettre aux hommes de mieux connaître les pratiques de cuisson et d'hygiène appropriées et de les sensibiliser davantage aux causes et aux conséquences de la malnutrition, afin de corriger les stéréotypes porteurs de discrimination entre les sexes plutôt que de les renforcer.
- Les enfants âgés de 6 à 59 mois, les filles et les femmes enceintes et allaitantes ainsi que les personnes sous traitement antirétroviral, bénéficient d'une gamme complète de services nutritionnels et d'une sensibilisation aux mesures à prendre au sein des communautés pour prévenir et traiter la malnutrition.
41. Le PAM soutiendra la mise en œuvre d'une palette complète d'activités de prévention et de traitement de la malnutrition dans l'ouest et le nord-ouest du pays, à l'intention des enfants âgés de 6 à 59 mois ainsi que des filles et des femmes enceintes et allaitantes pendant les 1 000 premiers jours du développement de l'enfant, dont l'importance est cruciale. Les personnes sous traitement antirétroviral souffrant de malnutrition recevront des aliments sur ordonnance et

leur famille bénéficiera de transferts de type monétaire sous forme de bons. Les partenaires locaux, le personnel des centres de santé et les agents sanitaires des communautés mèneront des activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements qui tiennent compte de la problématique hommes-femmes, parallèlement à la gamme d'activités mises en place au titre du programme de supplémentation alimentaire généralisée³¹.

- Les groupes vulnérables bénéficient de l'amélioration des capacités des districts de santé en matière de mise en œuvre du programme arrêté dans le cadre du mouvement SUN afin de prévenir la malnutrition.
42. Conformément aux engagements souscrits par la République centrafricaine dans le cadre du mouvement SUN, le PAM s'associera à l'UNICEF et aux ONG pour aider le Ministère de la santé, de l'hygiène publique et de la population d'une part, à renforcer les capacités des districts de santé, du personnel des centres et des agents sanitaires des communautés et, d'autre part, à faire des centres de santé la structure à partir de laquelle des activités axées spécifiquement sur la nutrition ou comportant une dimension nutritionnelle seront organisées à l'intention des communautés. Cette démarche intégrée permettra de renforcer les capacités des pouvoirs publics dans la perspective d'un transfert progressif des responsabilités de gestion et de l'intégration d'activités de prévention de la malnutrition dans les structures sanitaires existantes³².
- Les écoliers reçoivent chaque jour un repas scolaire nutritif à base de produits locaux lorsqu'ils vont à l'école, afin de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels et de faire progresser le taux de scolarisation.
43. Les écoliers, en particulier les filles, recevront des repas scolaires nutritifs afin d'améliorer leur nutrition et d'encourager leur scolarisation. Des activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements permettront de sensibiliser les enfants aux questions de nutrition. La mise en place de potagers scolaires favorisera la production et la consommation de fruits et légumes nutritifs.

Activités essentielles

Activité 3: Mettre en œuvre un programme de supplémentation alimentaire généralisée afin de prévenir la malnutrition aiguë modérée chez les enfants âgés de 6 à 23 mois

44. Le PAM mettra en œuvre un programme de supplémentation alimentaire généralisée à l'intention de 30 000 enfants âgés de 6 à 23 mois dans la Vakaga et à Bria, Bambari, Bouar, Berbérati et Paoua, comprenant notamment une ration quotidienne de SuperCereal Plus. Dans le cadre de ce programme, les partenaires mèneront des campagnes de vaccination à visée sanitaire, fourniront une supplémentation en vitamine A et distribueront des articles non alimentaires. Les agents sanitaires des communautés et les partenaires locaux bénéficieront d'un appui pour mettre en place au sein des communautés des activités de vulgarisation et de communication visant à faire évoluer la société et les comportements, à l'intention des femmes et des hommes, afin de faire mieux comprendre les causes et les conséquences de la malnutrition ainsi que les moyens de la prévenir.

Activité 4: Mettre en place une gamme complète de mesures de prévention et de traitement de la malnutrition à l'intention des enfants âgés de 6 à 59 mois souffrant de malnutrition aiguë modérée ainsi que des filles et des femmes enceintes et allaitantes, et fournir des aliments sur ordonnance aux personnes sous traitement antirétroviral

45. Le PAM s'associera à l'UNICEF, au Ministère de la santé, de l'hygiène publique et de la population et aux ONG pour mettre en place une gamme complète d'activités nutritionnelles

³¹ Ces activités de communication s'adressant aux femmes et aux hommes les encourageront à consommer des aliments nutritifs disponibles localement, à diversifier leur régime alimentaire, à améliorer les pratiques d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants et à éviter les risques concernant la santé, l'eau et l'assainissement. Des activités de communication s'adressant spécifiquement aux filles et aux femmes enceintes et allaitantes encourageront l'allaitement exclusif au sein pendant les six premiers mois de vie du nourrisson, la poursuite de l'allaitement au sein jusqu'à l'âge de 24 mois et la supplémentation en micronutriments.

³² Avec l'appui de la FAO, du PAM et de l'UNICEF, le Gouvernement procède actuellement à un examen des politiques nationales en matière de sécurité alimentaire et de nutrition.

regroupant dépistage, traitement, éducation sanitaire et nutritionnelle et programmes de supplémentation alimentaire généralisée au profit des enfants âgés de 6 à 59 mois souffrant de malnutrition aiguë modérée, des filles et des femmes enceintes et allaitantes, des personnes souffrant de malnutrition qui reçoivent des aliments sur ordonnance et de leur famille. La vulgarisation dispensée dans le cadre des centres de santé sera assurée avec l'aide des agents sanitaires des communautés.

Activité 5: Assurer le renforcement des capacités des autorités des districts de santé, du personnel des centres de santé et des agents sanitaires des communautés en matière de conception, d'exécution et de suivi des programmes afin de mettre en œuvre le programme arrêté dans le cadre du mouvement SUN

46. Le PAM mettra l'accent sur la prévention de la malnutrition en assurant une formation conjointe aux responsables des districts de santé, au personnel des centres de santé et aux agents sanitaires des communautés, qui apprendront à gérer des programmes décentralisés et/ou à dispenser une éducation nutritionnelle de base. Les agents sanitaires des communautés seront formés au dépistage systématique différencié en fonction de l'âge et du sexe par mesure du périmètre brachial, au suivi des enfants souffrant de malnutrition aiguë modérée et à l'orientation vers des services spécialisés des enfants atteints de malnutrition aiguë sévère afin qu'ils bénéficient d'une supplémentation alimentaire ciblée. Les améliorations du dépistage par mesure du périmètre brachial permettront de fournir des données aux dispositifs nationaux de suivi de la nutrition.

Activité 6: Fournir des repas scolaires nutritifs aux écoliers des zones ciblées

47. Environ 30 228 enfants scolarisés dans 60 écoles recevront des repas scolaires nutritifs, préparés à partir de produits achetés localement à des associations de petits exploitants au titre de l'initiative Achats au service du progrès. Cette démarche aidera 46 000 agriculteurs, dont 60 pour cent de femmes, à développer des filières locales et à en tirer profit (voir l'effet direct stratégique 3)³³. Ces achats s'accompagneront de campagnes de communication visant à faire évoluer la société et les comportements, qui mettront en valeur les aliments nutritifs ayant la préférence des populations locales comme les céréales, les légumes secs, les légumes et les fruits, et aideront les femmes à jouer un rôle de premier plan dans l'amélioration de la nutrition au sein de la communauté, à l'école et à la maison. Les plans d'extension de ce programme tiendront compte des résultats d'un diagnostic réalisé dans le cadre de l'approche SABER.

Effet direct stratégique 3: D'ici à 2020, les femmes et les hommes en situation d'insécurité alimentaire vivant dans les zones ciblées disposent de moyens d'existence améliorés qui leur permettent de faire face aux besoins de leur ménage et de leur communauté sur le plan de la sécurité alimentaire et de la nutrition.

48. Le PAM s'associera à la FAO afin de faire en sorte que les communautés ciblées bénéficient d'activités Assistance alimentaire pour la création d'actifs (3A) en complément de l'appui technique et des apports saisonniers de semences et d'outils fournis par la FAO, le Ministère de l'agriculture et du développement rural et les ONG³⁴. Parallèlement, le PAM développera l'achat de produits alimentaires nutritifs auprès de coopératives locales de petits exploitants, ce qui permettra à ces coopératives de se faire une place au sein des filières locales. L'accès des femmes et des jeunes sera privilégié. La mise en place de l'approche à trois niveaux arrêtée par le PAM pour améliorer la résilience permettra à celui-ci de renforcer les capacités des autorités locales et des partenaires afin d'instaurer de la complémentarité dans la conception et la mise en œuvre des initiatives communautaires en matière de relèvement et de réinstallation³⁵.

Domaines d'action privilégiés

49. L'effet direct stratégique 3 met l'accent sur le renforcement de la résilience des petits exploitants centrafricains.

³³ PAM. 2016. *Home Grown School Feeding: A Framework to Link School Feeding with Local Agricultural Production*.

³⁴ Ministère de l'agriculture et du développement rural. Feuille de route pour la relance de l'agriculture en République centrafricaine: plan d'action 2016-2018.

³⁵ L'approche à trois niveaux arrêtée par le PAM en matière de résilience prévoit une analyse intégrée du contexte au niveau national, une programmation saisonnière fondée sur les moyens d'existence au niveau régional, et une planification communautaire participative au niveau local.

Produits escomptés

50. Trois produits permettront d'obtenir l'effet direct stratégique escompté:
 - Les ménages et les communautés de petits exploitants vivant dans des milieux à risque bénéficient de moyens de production remis en état et renforcés afin d'améliorer leur productivité et leur sécurité alimentaire.
51. Les activités 3A seront coordonnées avec les contributions de la FAO, du Ministère de l'agriculture et du développement rural et des ONG pour aider les communautés de petits exploitants à rétablir leurs moyens de production et améliorer la production végétale et animale.
 - Les petits exploitants, femmes et hommes, bénéficient d'un accès plus large aux marchés, afin qu'ils tirent parti des filières locales.
52. Le PAM collaborera avec la FAO et les partenaires locaux afin d'accroître la participation aux filières locales des petits exploitants, femmes et hommes. Seront privilégiés les aliments nutritifs là où les femmes contrôlent plus la production et l'utilisation de denrées telles que les petites céréales, les légumes secs, les petits ruminants et les fruits et légumes.
 - Les petits exploitants vivant dans des milieux à risque reçoivent des transferts assortis de conditions afin de soutenir la création ou le rétablissement des moyens de production³⁶.
53. Les transferts assurés par le PAM au titre des activités 3A constitueront un instrument de protection sociale essentiel pour venir en aide aux petits exploitants pendant les périodes de pénurie alimentaire saisonnière et d'insécurité alimentaire. Ainsi, grâce aux activités 3A, les petits exploitants bénéficieront d'un filet de sécurité fondé sur des activités productives et d'un tremplin pour le renforcement de la résilience.

Activités essentielles

Activité 7: Faire bénéficier les petits exploitants de transferts, afin de soutenir la création d'actifs, et d'une assistance technique, afin de développer leur accès aux marchés, notamment grâce aux achats effectués pour les besoins des repas scolaires appuyés par le PAM

54. Le PAM s'associera à la FAO et au Ministère de l'agriculture et du développement rural pour proposer des activités 3A aux petits agriculteurs et éleveurs, femmes et hommes, y compris ceux qui ont pris le chemin du retour ainsi que les communautés d'accueil, pour les aider à rétablir les moyens de production et renforcer leurs capacités techniques en matière de production alimentaire durable et de gestion après récolte. L'approche à trois niveaux appliquée dans le cadre de processus participatifs et consultatifs éclairera la mise en œuvre de ces activités³⁷. Au niveau local, une activité de planification communautaire participative sera menée, à laquelle seront associées les femmes et les hommes, les personnes déplacées, les personnes ayant pris le chemin du retour et les communautés d'accueil, femmes et hommes.
55. Les activités 3A seront également utilisées pour remettre en état les infrastructures de production ainsi que les marchés, de manière à répondre aux besoins des commerçants, hommes et femmes³⁸. La supervision technique de la planification, de la conception et de l'exécution de toutes les activités de construction ou de remise en état d'infrastructures sera assurée conformément aux normes techniques énoncées aux termes des directives relatives à l'ingénierie. Les achats locaux effectués pour les besoins des repas scolaires seront mis à profit pour améliorer les méthodes de gestion après récolte, faire mieux comprendre aux communautés les filières locales et favoriser

³⁶ Ce produit différencie les bénéficiaires directs de niveau 1, catégorie de produits A.2, des bénéficiaires indirects de niveau 2 (familles et communautés) recevant un appui au titre des autres produits relevant de cet effet direct stratégique.

³⁷ L'adoption de l'approche à trois niveaux est conforme au cadre conceptuel arrêté par les organismes ayant leur siège à Rome visant à "Renforcer la résilience au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition" (2015).

³⁸ Par exemple, les marchés doivent être sûrs, équipés de latrines séparées pour les femmes et les hommes, d'un éclairage suffisant et d'un espace consacré à la garde d'enfants.

le transfert aux pouvoirs publics des futurs programmes de repas scolaires (effets directs stratégiques 1 et 2)³⁹.

56. Les évaluations de la sécurité alimentaire et des moyens d'existence prenant en considération les questions de sexe et d'âge et les discussions de groupe permettront de faire en sorte que l'appui soit adapté aux besoins spécifiques des jeunes et des ménages dirigés par une femme. Les femmes, les hommes et les jeunes bénéficieront d'une formation et d'un appui en matière de constitution et de gestion d'organisations communautaires, l'accent étant mis sur l'accès des femmes aux responsabilités.

Effet direct stratégique 4: D'ici à 2020, les institutions nationales et infranationales disposent de capacités renforcées pour mettre sur pied un dispositif de protection sociale adapté et gérer les politiques et programmes concernant la sécurité alimentaire et la nutrition

57. Le PAM s'associera aux organismes des Nations Unies et aux institutions gouvernementales pour renforcer les capacités nationales en matière d'intervention humanitaire et de redressement rapide. Cela supposera de définir les fonctions d'encadrement, les rôles et les responsabilités exercés par les ministères de tutelle en matière d'élaboration et de mise en œuvre de politiques et de programmes nationaux concernant l'alimentation et la nutrition destinés à permettre d'atteindre l'objectif Faim zéro. La problématique hommes-femmes fera partie intégrante du renforcement des capacités nationales, ainsi que du processus et de la teneur de l'examen stratégique Faim zéro. Les progrès accomplis à l'échelle du pays sur la voie de l'élimination de la faim s'appuieront sur l'amélioration des données ventilées par sexe et par âge, des systèmes de suivi et de reddition de comptes et des analyses différenciées par sexe.

Domaines d'action privilégiés

58. Cet effet direct stratégique est axé sur le renforcement des capacités permettant aux pouvoirs publics de s'attaquer aux causes profondes de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.

Produits escomptés

59. Trois produits permettront d'obtenir cet effet direct stratégique:
- Les populations vulnérables bénéficient de filets de protection sociale nationaux et locaux, notamment sous forme de transferts en nature ou de type monétaire et de soutien aux moyens d'existence, afin d'améliorer la sécurité alimentaire.
60. Le PAM collaborera avec l'UNICEF, la FAO et les organismes partenaires afin de renforcer les capacités des pouvoirs publics en matière de mise en place et de coordination de programmes nationaux de filets de protection sociale visant à atteindre l'objectif Faim zéro. Il pourra par exemple s'agir de développer les transferts de type monétaire, les programmes de repas scolaires, le programme de supplémentation alimentaire généralisée, les initiatives Achats au service du progrès et les programmes de création d'actifs qui consistent à mettre en place des filets de sécurité fondés sur des activités 3A productives, de manière à renforcer la résilience.
- Les populations vulnérables bénéficient des données et des systèmes de suivi et de reddition de comptes à l'échelle nationale, qui permettent de suivre les progrès accomplis sur la voie de la réalisation de l'ODD 2, l'objectif étant d'améliorer leur sécurité alimentaire.
61. Le PAM et ses partenaires transféreront progressivement aux pouvoirs publics les compétences en matière d'évaluation de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, qui portent sur la collecte, l'analyse et l'utilisation coordonnées de données contextuelles, ventilées par sexe et par âge et les analyses différenciées par sexe incluant des enquêtes régulières sur la sécurité alimentaire et la nutrition, et sur la vulnérabilité, la démographie et l'agriculture. Cela se traduira par un meilleur ciblage des initiatives des pouvoirs publics en matière de préparation et d'intervention et permettra au Gouvernement de définir des cibles et d'en assurer le suivi en se conformant aux objectifs qu'il s'est fixés aux termes de l'ODD 2.

³⁹ Pour prendre connaissance d'exemples régionaux de la mise en œuvre de cette démarche, voir le document relatif à la question de la problématique hommes-femmes appliquée aux marchés dans l'étude du cas du bassin du Lac Tchad publié par l'Unité chargée de l'analyse et de la cartographie de la vulnérabilité au Bureau régional du PAM à Dakar (2016).

- Les personnes exposées à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition bénéficieront d'un cadre politique et stratégique renforcé et cohérent visant à atteindre l'objectif Faim zéro afin de répondre à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels.
62. Le PAM collaborera avec les ministères de l'économie, du plan et de la coopération, de l'agriculture et du développement rural, et de la santé, de l'hygiène publique et de la population ainsi qu'avec les organismes partenaires, afin d'examiner les dispositions en vigueur et de détecter les lacunes et les perspectives en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle et de relance de l'agriculture. Par exemple, le PAM apporte actuellement son concours à l'examen de la politique en matière de nutrition entrepris par la FAO et le Ministère de la santé, de l'hygiène publique et de la population, qui fera référence pour élaborer les politiques se rapportant à la prévention de la malnutrition, et l'examen stratégique Faim zéro permettra au Gouvernement d'élaborer un cadre d'orientation Faim zéro en conformité avec le Plan national de relèvement et de consolidation de la paix⁴⁰.

Activités essentielles

Activité 8: Assurer le renforcement des capacités des agents publics en matière d'élaboration d'orientations visant à éliminer la faim, de planification stratégique et d'exécution de programmes

63. De concert avec le Ministère de l'économie, du plan et de la coopération, le PAM accueillera le comité de gestion de l'examen stratégique Faim zéro, et il s'associera aux ministères de l'agriculture et du développement rural et de la santé, de l'hygiène publique et de la population ainsi qu'à la FAO et à l'UNICEF pour procéder à l'examen des dispositions déjà en place pour atteindre l'objectif Faim zéro. L'examen stratégique Faim zéro servira de cadre au renforcement des capacités des ministères dans tous les domaines couverts par le PSPP. Ce travail permettra au PAM de réunir les organismes partenaires, les ministères et les donateurs pour formuler des stratégies de mobilisation de ressources et des modalités de financement communes. L'apprentissage Sud-Sud tiré de l'expérience des pays du bassin du lac Tchad, du Brésil et de la Chine aidera la République centrafricaine à élargir les initiatives existantes en matière de filets de protection sociale et à mettre en place des structures nationales pour les transferts de type monétaire et les repas scolaires.

Activité 9: Assurer le renforcement des capacités du Gouvernement en matière de mise en place d'une structure nationale de filets de protection sociale, en collaboration avec la Banque mondiale et le Ministère de l'économie, du plan et de la coopération, en s'appuyant sur les données nationales et infranationales en matière d'élimination de la faim, et sur les systèmes de suivi et de reddition de comptes

64. Le PAM s'associera à la Banque mondiale, aux pouvoirs publics, aux organismes participant au PNUAD et aux donateurs pour dresser l'inventaire des initiatives existantes en matière de filets de protection sociale⁴¹ et mettra en place une structure d'appui efficace dans la perspective du transfert progressif aux pouvoirs publics des filets de protection sociale, dotée de personnel, d'outils, de ressources et d'un dispositif de gestion commune afin de suivre et d'administrer les programmes nationaux⁴². Par ailleurs, le PAM aidera le Gouvernement et la FAO à regrouper les systèmes de données concernant la sécurité alimentaire, la nutrition, les moyens d'existence et la vulnérabilité au sein du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire. En améliorant l'analyse différenciée par sexe et la collecte de données sur la sécurité alimentaire ventilées par sexe, le PAM et ses partenaires aideront le Gouvernement à suivre les progrès accomplis sur la voie de la réalisation de l'ODD 2 et à renforcer ses capacités en matière de coordination des plans régionaux de préparation et d'intervention et de ciblage des groupes vulnérables.

⁴⁰ De surcroît, l'examen stratégique Faim zéro éclairera les futurs examens du PSPP, ce qui permettra au PAM d'adapter l'appui qu'il apportera en matière d'orientations en fonction d'éventuelles révisions de la planification nationale.

⁴¹ À titre d'exemples de filets de sécurité, on peut notamment citer les transferts de type monétaire, les repas scolaires, l'appui nutritionnel et les transferts en nature à caractère saisonnier.

⁴² De plus amples informations sur la plateforme numérique du PAM pour la gestion des bénéficiaires et des transferts, appelée SCOPE, sont disponibles à l'adresse: <https://docs.wfp.org/api/documents/7e86e5a6a70447aba713e3cd4e759d8d/download/>.

Effet direct stratégique 5: La communauté d'aide humanitaire (partenaires et donateurs) dispose de moyens plus performants pour atteindre les zones en proie à une crise humanitaire et y intervenir tout au long de l'année

65. Dans une grande partie du pays, les longues distances, la médiocrité des infrastructures, l'absence de compagnies aériennes commerciales et l'insécurité qui règne en République centrafricaine restreignent l'accès humanitaire, les communications et l'appui logistique et limitent sérieusement les capacités nationales nécessaires à la réalisation de l'objectif Faim zéro. En accueillant les Services aériens d'aide humanitaire des Nations Unies (UNHAS), le module des télécommunications d'urgence et le module de la logistique, dont il assure le fonctionnement, le PAM permettra à tous les membres de la communauté d'aide humanitaire d'avoir accès aux populations démunies en toute sécurité et de manière fiable et efficace.

Domaines d'action privilégiés

66. Cet effet direct stratégique consiste à appuyer les interventions mises en place pour faire face aux crises.

Produits escomptés

67. Deux produits permettront d'obtenir l'effet direct stratégique escompté:

- Les populations ciblées bénéficient des services communs de logistique et de télécommunications d'urgence que le PAM fournit à ses partenaires afin qu'ils soient en mesure de fournir une assistance humanitaire et une aide au développement.

68. Les populations ciblées bénéficieront de la cohérence, de la qualité et du bon rapport coût-efficacité des services logistiques pris en charge grâce à l'amplification des dispositions concernant le module de la logistique en vigueur en République centrafricaine. Le PAM travaillera en étroite collaboration avec les autorités nationales et les prestataires du secteur privé afin de diffuser les savoirs, les savoir-faire et la technologie, de manière à renforcer les capacités nationales de transport et d'entreposage, afin qu'à l'avenir, des prestataires centrafricains soient à même d'assurer ces services.

69. En qualité de chef de file du module des télécommunications d'urgence, le PAM continuera d'assurer et de mettre à niveau les services communs de télécommunications d'urgence. Les réunions de coordination avec les partenaires faciliteront la gestion des informations à mesure que le PAM réduit ses activités de communication de données et dispense plus largement le programme de formation à la gestion des technologies de l'information et des communications en situation d'urgence destiné aux gouvernements et aux partenaires (ICT4Gov)⁴³.

- Les populations vulnérables des zones ciblées bénéficient des services aériens que le PAM assure pour ses partenaires afin qu'ils soient en mesure de leur fournir une assistance adaptée.

70. En assurant les services de transport aérien de l'UNHAS, le PAM fera en sorte que la communauté d'aide humanitaire puisse accéder sans restriction aux populations démunies, permettant de la sorte la mise en œuvre et le suivi effectifs des projets. Les services de transport aérien fourniront une capacité de base pour acheminer des charges légères telles que du matériel médical et des vaccins, mais aussi, si besoin, pour procéder à des évacuations d'urgence de membres de la communauté d'aide humanitaire, pour des raisons sanitaires ou des impératifs de sécurité.

Activités essentielles

Activité 10: Fournir des services communs dans le cadre des modules de la logistique et des télécommunications d'urgence aux pouvoirs publics, aux organismes des Nations Unies et aux ONG partenaires, afin qu'ils mènent des opérations sur le terrain efficaces et pour assurer la sécurité du personnel

⁴³ Pour de plus amples renseignements, consulter la page [ICT4Gov](#).

71. Le PAM assumera les fonctions de chef de file du module de la logistique pour assurer la qualité, la cohérence et le bon rapport coût-efficacité des services logistiques, s'agissant notamment d'acheminer des vivres en quantité suffisante par le couloir de Douala. Il passera des contrats avec des entreprises privées afin d'assurer la continuité du service de transport national et régional. En matière d'entreposage, des capacités et des stratégies seront développées avec les pouvoirs publics. Une analyse approfondie des entreprises de transport privé centrafricaines est prévue pour 2018, afin d'éclairer l'élaboration de stratégies à moyen terme visant à renouveler les capacités nationales de transport.
72. En qualité de chef de file du module des télécommunications d'urgence, le PAM assurera les transmissions à haute et très haute fréquence pour les besoins de la communauté d'aide humanitaire, avec une couverture du réseau radiophonique permettant de procéder en permanence à des contrôles de sécurité et de sûreté du personnel et des véhicules. La MINUSCA supervisera les dispositions prises en matière de sécurité des transports. Pour faciliter la gestion de l'information, des réunions de coordination seront organisées avec les partenaires, dont l'UNICEF, le HCR, l'Organisation internationale pour les migrations, le Département de la sûreté et de la sécurité des Nations Unies et le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA). Le PAM réduira la fourniture de services de communication de données et privilégiera la mise en œuvre du programme ICT4Gov.

Activité 11: Fournir des services aériens humanitaires à tous les partenaires jusqu'à ce que des solutions de rechange appropriées soient disponibles

73. L'UNHAS assurera des vols hebdomadaires vers des destinations d'intérêt stratégique prioritaire sur le territoire de la République centrafricaine. Une flotte d'appareils adaptés aux besoins du transport aérien local et aux caractéristiques des aérodromes est en place. Des réunions du comité de pilotage et des groupes d'usagers seront organisées à intervalles réguliers, ainsi que des concertations avec la communauté d'aide humanitaire, afin de faire en sorte que ce service réponde à la demande. Le PAM utilisera ses structures et systèmes de gestion habituels pour superviser les opérations de l'UNHAS, notamment en ce qui concerne les modalités de réservation, de services aux utilisateurs, de suivi des vols et de gestion de la sécurité.

4. Modalités d'exécution

4.1 Analyse des bénéficiaires

TABLEAU 1: NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES DES TRANSFERTS DE VIVRES ET DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE, PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ				
Effet direct stratégique	Activités	Femmes	Hommes	Total
1	1. Effectuer des distributions générales de vivres, d'aliments nutritifs et/ou des transferts de type monétaire à l'intention des réfugiés, des personnes déplacées, des rapatriés et des communautés d'accueil touchées par la crise (catégorie d'activité 1: modalité: produits alimentaires, transferts de type monétaire)	385 247	341 634	726 881
	2. Distribuer des repas scolaires d'urgence aux élèves du primaire issus des familles des villages ciblés touchées par la crise (catégorie d'activité 4; modalité: produits alimentaires)	128 271	113 748	242 019

TABLEAU 1: NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES DES TRANSFERTS DE VIVRES ET DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE, PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ				
Effet direct stratégique	Activités	Femmes	Hommes	Total
2	3. Mettre en œuvre un programme de supplémentation alimentaire généralisée pour prévenir la malnutrition aiguë modérée chez les enfants âgés de 6 à 23 mois (catégorie d'activité 6; modalité: produits alimentaires, renforcement des capacités)	19 167	16 997	36 163
	4. Fournir un ensemble de services visant à prévenir et à traiter la malnutrition chez les enfants âgés de 6 à 59 mois souffrant de malnutrition aiguë modérée et chez les filles et les femmes enceintes et allaitantes, et fournir des vivres sur ordonnance aux personnes sous traitement antirétroviral (catégorie d'activité 5; modalité: produits alimentaires, transferts de type monétaire, renforcement des capacités)	61 335	19 911	81 247
	5. Renforcer les capacités des autorités sanitaires des districts, du personnel des dispensaires et des agents sanitaires des communautés dans les domaines de la conception, de la mise en œuvre et du suivi des programmes pour leur permettre de réaliser le programme arrêté dans le cadre du mouvement SUN (catégorie d'activité 9; modalité: renforcement des capacités)	-	-	-
	6. Distribuer des repas scolaires nutritifs aux élèves des zones ciblées (catégorie d'activité 4; modalité: produits alimentaires)	19 311	17 127	36 438
3	7. Fournir aux petits exploitants des transferts pour favoriser la création d'actifs et leur apporter une assistance technique pour améliorer leur accès aux marchés, notamment par des achats au bénéfice des programmes de repas scolaires soutenus par le PAM (catégorie d'activité 2; modalités: produits alimentaires, transferts de type monétaire, renforcement des capacités)	146 943	130 308	277 252
4	8. Renforcer les capacités des fonctionnaires gouvernementaux pour faciliter l'élaboration de politiques d'élimination de la faim, la planification stratégique et l'exécution des programmes (catégorie d'activité 9; modalité: renforcement des capacités)	-	-	-
	9. Renforcer les capacités gouvernementales en vue de l'instauration d'une plateforme nationale de filets de protection sociale en collaboration avec la Banque mondiale et le Ministère de l'économie, du plan et de la coopération, qui recueillera les données nationales et infranationales sur l'élimination de la faim ainsi que celles issues des systèmes de suivi et d'obligation redditionnelle en la matière (catégorie d'activité 10; modalité: renforcement des capacités)			
5	10. Fournir des services communs de logistique et de télécommunications d'urgence au Gouvernement, aux organismes des Nations Unies et aux ONG partenaires pour mener des opérations efficaces sur le terrain et pourvoir à la sécurité du personnel (catégorie d'activité 10; modalité: prestation de services)	-	-	-
	11. Fournir des services de transport aérien d'aide humanitaire à tous les partenaires tant que d'autres solutions acceptables ne sont pas disponibles (catégorie d'activité 10; modalité: prestation de services)			
Total		760 274	639 726	1 400 000
Total (hors chevauchements)		698 954	588 128	287 082

74. Au total, 60 pour cent de l'ensemble des bénéficiaires ciblés par le PAM seront des femmes. Au titre de l'effet direct stratégique 1, le PAM viendra en aide à 10 000 réfugiés vulnérables des camps de Zemio, Pladama Ouaka et Obo/Bambouti. Les 603 000 personnes déplacées vivant sur ces sites ou dans des communautés d'accueil recevront une assistance alimentaire en fonction de critères de vulnérabilité ventilés par sexe, et 200 772 enfants déplacés ou issus de familles d'accueil touchées par la crise bénéficieront de repas scolaires d'urgence. Les principes d'égalité des sexes et de protection ainsi que les protocoles de responsabilité à l'égard des populations touchées seront respectés et l'accent mis sur la protection de tous contre les violences sexistes⁴⁴. Le PAM utilisera le système SCOPE pour l'enregistrement des données biométriques.
75. S'agissant de l'effet direct stratégique 2, 7 500 enfants âgés de 6 à 23 mois bénéficieront d'un programme de supplémentation alimentaire généralisée dans la Vakaga, à Bria et à Bambari; à Bouar, Berbérati et Paoua, 22 500 enfants âgés de 6 à 23 mois, 4 400 enfants âgés de 6 à 59 mois, 30 000 filles et femmes enceintes et allaitantes, ainsi que 2 000 personnes sous traitement antirétroviral souffrant de malnutrition et 10 000 parents et soignants bénéficieront d'un ensemble de services visant à prévenir et traiter la malnutrition. Au total, le nombre de bénéficiaires de ces activités se montera à 97 400 personnes; en outre, 30 228 enfants recevront des repas scolaires nutritifs dans 60 écoles ciblées.
76. Au titre de l'effet direct stratégique 3, 230 000 petits exploitants (hommes et femmes) vulnérables, y compris parmi les rapatriés ou dans les communautés d'accueil, bénéficieront d'activités Assistance alimentaire pour la création d'actifs. Environ 60 pour cent des personnes ciblées par les distributions de vivres et les transferts de type monétaire seront des femmes. Les achats de produits alimentaires nécessaires à la confection des repas scolaires seront effectués auprès des associations de producteurs qui regroupent 46 000 agriculteurs des deux sexes.

4.2 Transferts

77. Dans les zones où les conditions de sécurité restent précaires et où les bénéficiaires n'ont pas accès à des marchés qui fonctionnent, le PAM donnera la priorité aux distributions de produits alimentaires. Il aura recours à des analyses de la sécurité alimentaire par sexe et par groupe d'âge et aux données de suivi issues de l'analyse et de la cartographie de la vulnérabilité pour recenser les sites concernés. Les rations fournies au titre des repas scolaires d'urgence prévoiront 120 grammes de céréales, 40 grammes de légumes secs, 15 grammes d'huile végétale et 3 grammes de sel iodé par enfant et par jour d'école.
78. Dans les localités où les conditions de sécurité sont acceptables et où les marchés fonctionnent, le PAM donnera la priorité aux transferts de type monétaire, à raison de 5 800 francs CFA, soit 10 dollars⁴⁵, par personne et par mois. Il associera transferts de type monétaire et distributions de produits alimentaires lorsqu'il sera jugé que cette modalité est la mieux adaptée.
79. La stratégie du PAM en matière de nutrition vise à éliminer les poches de malnutrition persistantes tout en assurant la promotion de la prévention dans le cadre de partenariats. Dans la Vakaga, à Bria et à Bambari, les enfants âgés de 6 à 23 mois recevront une ration journalière de 150 grammes de SuperCereal Plus au titre du programme de supplémentation alimentaire généralisée, tandis que les femmes et les hommes bénéficieront d'activités de communication axées sur la nutrition visant à faire évoluer la société et les comportements. Dans les régions de Bouar, Berbérati et Paoua, les enfants âgés de 6 à 59 mois souffrant de malnutrition aiguë modérée recevront une ration journalière de 92 grammes de Plumpy'Sup au titre du programme de supplémentation alimentaire. Les soignants des enfants souffrant de malnutrition sévère

⁴⁴ Par exemple, effectuer les distributions près des lieux où vivent les bénéficiaires afin de raccourcir le plus possible la durée du trajet; communiquer l'information relative aux distributions afin que les bénéficiaires arrivent au bon moment; prendre des mesures de sécurité à l'intérieur des centres de distribution et aux alentours pour éviter les violences sexistes; mettre en place des mécanismes permettant de recueillir les réclamations des bénéficiaires qui puissent être gérés par des partenaires locaux; et fournir aux comités communautaires chargés de la sécurité alimentaire et des distributions des vivres un appui en matière de protection sociale.

⁴⁵ La valeur des transferts de type monétaire est calculée sur la base d'un assortiment de produits alimentaires locaux équivalent à 2 100 kilocalories. Chaque personne reçoit 0,333 dollar/jour pendant 30 jours (soit l'équivalent de 10 dollars par mois). La valeur totale pour une famille moyenne de cinq personnes est donc de 50 dollars (taux de change de 580 francs CFA pour un dollar).

hospitalisés dans des centres de traitement bénéficieront d'une ration journalière de 350 grammes de céréales, 90 grammes de légumes secs, 35 grammes d'huile végétale, 5 grammes de sel iodé et 60 grammes de SuperCereal. Les filles et les femmes enceintes et allaitantes ainsi que les personnes sous traitement antirétroviral souffrant de malnutrition et leurs soignants recevront une ration de 250 grammes de SuperCereal et de 25 grammes d'huile végétale par jour.

80. Les familles des personnes inscrites au programme d'aliments sur ordonnance bénéficieront de transferts de type monétaire sous forme de bons d'une valeur de 5 800 francs CFA (soit 10 dollars) par personne et par mois (valeur calculée sur la base d'une analyse de la valeur oméga). Le PAM surveillera les cours du marché pour veiller à ce que, le cas échéant, cette valeur soit révisée. Les repas scolaires fournis dans le cadre de l'approche à dimension nutritionnelle se composeront de 120 grammes de céréales, 40 grammes de légumes secs, 15 grammes d'huile végétale et 3 grammes de sel iodé par enfant et par jour.
81. Pour aider les ménages des petits exploitants à faire la soudure, les rations des activités 3A comprendront 200 grammes de céréales, 60 grammes de légumes secs, 20 grammes d'huile végétale et 5 grammes de sel iodé. Si l'on opte pour la modalité des transferts de type monétaire, le montant du transfert mensuel pour les activités 3A se situera entre 16 000 francs CFA (26 dollars) et 25 000 francs CFA (40 dollars), calculé sur la base d'une famille de cinq personnes. Des évaluations de la sécurité alimentaire et des activités de suivi post-distribution seront effectuées régulièrement pour surveiller les disponibilités alimentaires et l'évolution des préférences des femmes, des hommes et des enfants, et les rations des groupes cibles seront ajustées en conséquence.

Transferts de vivres et transferts de type monétaire

Effet direct stratégique	Effet direct stratégique 1		Effet direct stratégique 2						Effet direct stratégique 3	
	Activité 1		Activité 2	Activité 3	Activité 4			Activité 6		Activité 7
Type de bénéficiaire	Réfugiés, personnes déplacées, personnes retournant chez elles, communautés d'accueil touchées par la crise		Enfants d'âge scolaire	Enfants de 6 à 23 mois	Enfants de 6 à 59 mois	Alimentation sur ordonnance - personnes sous traitement antirétroviral	Alimentation sur ordonnance - bénéficiaires (famille)	Soignants	Enfants d'âge scolaire	Bénéficiaires des activités 3A et Assistance alimentaire pour la formation
Modalité	Vivres (g/p/j)	Transferts de type monétaire	Vivres (g/p/j)	Vivres (g/p/j)	Vivres (g/p/j)	Vivres (g/p/j)	Transferts de type monétaire	Vivres (g/p/j)	Vivres (g/p/j)	Vivres (g/p/j) et transferts de type monétaire
Céréales	350		120					350	120	200
Légumes secs	90		40					90	40	60
Huile végétale	35		15			25		35	15	20
Sel iodé	5		3			250		5	3	5
SuperCereal	60							60		
SuperCereal Plus				150						
Plumpy 'Sup					92					
Total g/personne/jour	540		178	150	92	275		540	178	285
Total kcal/jour	2 102		701	591	500	1 160		2 102	701	1 101
% kcal d'origine protéique	10,4		10,1	16,6	10,7	13,2		10,4	10,1	10,2
Espèces (dollars/personne/jour)		0,333					0,333			0,184
Nombre de jours d'assistance par mois	30	30	18	30	30	30	30	21	18	15

TABLEAU 3: TOTAL DES BESOINS EN PRODUITS ALIMENTAIRES/TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE, ET VALEUR		
Type de produit alimentaire/Transfert de type monétaire	Total (en tonnes)	Valeur (en dollars)
Céréales	57 242	21 005 471
Légumes secs	16 001	9 079 205
Huile végétale	6 045	5 183 500
Sel iodé	1 040	168 495
SuperCereal	6 525	3 291 338
SuperCereal Plus	4 455	4 647 024
Plumpy'Sup	73	187 644
Total (produits alimentaires)	91 381	43 562 677
Transferts de type monétaire	–	57 415 006
Total (produits alimentaires et transferts de type monétaire, en dollars)	91 381	7 683

Renforcement des capacités, notamment dans le cadre de la coopération Sud-Sud

82. Les activités de renforcement des capacités du PAM en République centrafricaine s'articuleront autour de cinq grands axes:
- i) ***Politiques et législation.*** S'associer à l'UNICEF, à la FAO et au HCR pour appuyer les politiques nationales axées sur l'élimination de la faim du Ministère de l'économie, du plan et de la coopération, du Ministère de l'agriculture et du développement rural et du Ministère de la santé, de l'hygiène publique et de la population, et aménager les politiques et pratiques en vigueur en matière de filets de protection sociale tenant compte des disparités entre les sexes pour qu'elles prennent en considération l'usage accru des transferts de type monétaire.
 - ii) ***Responsabilité institutionnelle.*** Collaborer avec la FAO et l'UNICEF pour former les fonctionnaires gouvernementaux et le personnel des ONG nationales afin que les principes et mécanismes de responsabilité à l'égard des populations touchées qui favorisent l'égalité entre les sexes soient intégrés dans tous les programmes visant à éliminer la faim.
 - iii) ***Planification stratégique et financement.*** Collaborer avec les partenaires régionaux et nationaux pour renforcer les capacités de préparation et d'intervention du Gouvernement (collecte, analyse et utilisation de données contextuelles ventilées par sexe, l'objectif étant de suivre les activités liées à l'élimination de la faim et de favoriser l'expansion des filets de protection sociale destinés aux groupes vulnérables).
 - iv) ***Conception et gestion des programmes des parties prenantes.*** Aider le Gouvernement à fixer des objectifs, coordonner les interventions, évaluer les progrès réalisés et réaménager les priorités, en ayant recours à plusieurs mécanismes, y compris l'examen stratégique Faim zéro.
 - v) ***Mobilisation d'acteurs non étatiques.*** Aider le Gouvernement et les ONG nationales à encourager les femmes et les jeunes, ainsi que des groupes de communautés d'accueil et de personnes déplacées à participer à la conception, à la mise en œuvre et au suivi des programmes nationaux d'élimination de la faim, en ayant recours notamment à des approches communautaires pour la prévention de la malnutrition et la remise en état des moyens d'existence des petits exploitants⁴⁶.

⁴⁶ L'instauration par les organismes ayant leur siège à Rome et le Ministère de l'agriculture et du développement rural de l'approche à trois niveaux facilitera la prise en compte des questions d'inclusion sociale dans la conception et la gestion des programmes intégrés de remise en état des moyens d'existence et de réinstallation dans les régions stables.

83. L'apprentissage Sud-Sud en vue de la mise en place de politiques nationales de filets de protection sociale s'appuiera sur les enseignements tirés par le Centre d'excellence du PAM en Chine, et les activités visant à passer à un programme national d'alimentation scolaire seront élaborées en collaboration avec le Centre d'excellence du PAM au Brésil. Grâce au module des télécommunications d'urgence, le PAM assurera la liaison avec le centre de Doubaï afin de mettre en place le programme ICT4Gov et de renforcer les capacités du Gouvernement en matière de services de télécommunications d'urgence.

4.3 Chaîne d'approvisionnement

84. Six des onze activités prévues dans le PSPP ont une composante alimentaire et le volume total de produits alimentaires nécessaires sur trois ans s'élève à 91 380 tonnes (dont 84 pour cent achetés sur le marché international par le biais du Mécanisme de gestion globale des vivres, 13 pour cent achetés à des producteurs locaux et 3 pour cent à des fournisseurs régionaux). Toutes les cargaisons de vivres de provenance internationale seront acheminées en empruntant le couloir de Douala⁴⁷, sachant que la MINUSCA ne pourra escorter les convois que deux fois par semaine de la frontière camerounaise à Bangui et une fois par semaine entre Bangui, Kaga Bandoro et Bambari.
85. Le PAM collaborera avec le module de la logistique pour fournir des services communs de transport aux ONG et réhabiliter les ouvrages d'infrastructure logistique afin d'améliorer l'accès de l'aide humanitaire aux sites reculés. Le PAM accroîtra ses capacités de stockage et proposera aux membres du module de la logistique la mise en commun d'installations d'entrepôt à Kaga Bandoro et Bambari. Les livraisons directes de Douala aux bureaux auxiliaires contribueront à réduire les délais d'acheminement et permettront au PAM d'avoir davantage recours au prépositionnement de vivres. Faute de transporteurs commerciaux, le PAM continuera d'utiliser sa propre flotte de camions pour couvrir le deuxième tronçon de l'itinéraire des livraisons de vivres. Les marchandises transportées et entreposées feront l'objet de contrôles périodiques de la qualité conformes aux pratiques recommandées dans le guide opérationnel de la logistique du PAM⁴⁸.
86. Pour réduire la dépendance à l'égard des importations de produits alimentaires, le PAM mettra l'accent sur les transferts de type monétaire afin de renforcer les filières locales et achètera davantage auprès des associations de petits exploitants dans le cadre de son programme Achats au service du progrès⁴⁹. Les évaluations de terrain et les analyses de marché réalisées à la lumière des données collectées par l'intermédiaire du système d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité fondé sur la téléphonie mobile (mVAM) apporteront également des informations pertinentes pour la bonne marche des transferts de type monétaire.
87. L'UNHAS continuera d'assurer les services de transport aérien à des fins humanitaires dans le pays et étudiera la possibilité de mettre en place un service de transport aérien à l'échelon infrarégional, ainsi que des dispositifs de financement destinés aux acteurs opérant dans le triangle Bangui/N'Djamena/Maiduguri.

4.4 Capacités du bureau de pays et profil du personnel

88. Le PAM a entamé un examen de ses structures et de ses processus pour prendre la mesure des besoins de développement des capacités institutionnelles, conformément à la stratégie des ressources humaines mise en place par le Siège et les bureaux régionaux. Cet examen a permis de déterminer les principales fonctions et responsabilités et laisse entrevoir qu'il faudra apporter quelques ajustements à l'organigramme du PAM. Grâce à une communication efficace, le personnel sera bien informé des changements envisagés et aura la possibilité de faire part de ses observations. Pour la formation de son personnel, le PAM appliquera l'approche 70/20/10 de

⁴⁷ Un couloir empruntant les voies fluviales entre Matadi, Kinshasa et Bangui a bien été utilisé trois fois en deux ans, mais les retards y sont fréquents et les voies ne sont navigables que de juin à décembre, si bien que le couloir de Douala est le seul itinéraire logistique fiable durant la période du PSPP.

⁴⁸ Voir le guide opérationnel de la logistique établi par le module de la logistique.

⁴⁹ Pendant la période couverte par le PSPP, les achats effectués par le PAM dans le cadre du programme Achats au service du progrès augmenteront régulièrement, passant de 1 800 tonnes en 2017 à 3 000 tonnes en 2018, 4 000 tonnes en 2019 et 5 000 tonnes en 2020.

gestion des prestations professionnelles, avec la possibilité de bénéficier d'un apprentissage en cours d'emploi ainsi que de l'appui direct du Siège et de missions du bureau régional, et d'utiliser le Système de gestion de l'apprentissage du PAM.

4.5 Partenariats

89. Conformément aux recommandations de l'évaluation interorganisations de l'action humanitaire, le PAM participera au groupe thématique interorganisations chargé de la problématique hommes-femmes ainsi qu'aux modules de la sécurité alimentaire, de la nutrition, de la protection, de la logistique et des services communs; il veillera à ce qu'ils soient dotés d'un système décentralisé de prise de décisions et puissent assurer la coordination des modules au niveau local, s'agissant d'apporter une assistance et d'éviter les doublons ou les failles⁵⁰. Le PAM aidera également le Gouvernement à entamer la transition vers des mécanismes de coordination sectorielle et à prendre des décisions stratégiques dans le cadre du Plan national de relèvement et de consolidation de la paix et du PNUAD+.
90. Plusieurs mémorandums d'accord ont été signés avec le Gouvernement et les coordonnateurs des Nations Unies, et le PAM mettra au point un plan d'opérations annuel conjoint pour chaque effet direct stratégique⁵¹. Ces plans décriront dans le détail les activités de promotion de l'égalité des sexes et les engagements de chaque partenaire, et permettront d'adapter les activités et les effets directs du PSPP aux dispositions du Plan national de relèvement et de consolidation de la paix et du PNUAD+. Le PAM collaborera également avec le Gouvernement pour renforcer les capacités des groupes de la société civile engagés dans la lutte pour l'égalité des sexes dans les domaines de l'analyse et de l'échange d'informations ainsi que de la coordination de la prestation de services.

5. Gestion de la performance et évaluation

5.1 Modalités de suivi et d'évaluation

91. Pour élaborer des programmes reposant sur des données factuelles, le PAM exploitera les informations fournies par des systèmes de suivi et d'évaluation qui tiennent compte de la problématique hommes-femmes, par des travaux de recherche et par des analyses effectuées à partir de données de référence collectées dans le cadre de l'opération d'urgence régionale 200799. La problématique hommes-femmes sera intégrée à toutes les procédures de suivi et d'évaluation du PAM, lesquelles seront adaptées en fonction de la stratégie régionale de suivi et d'évaluation et des besoins définis dans le Plan de relèvement et de consolidation de la paix et dans le PNUAD+. Une évaluation indépendante du portefeuille d'activités du PAM en République centrafricaine qui couvrira la période 2012-2016 est prévue en 2017; elle sera utile pour l'examen stratégique national Faim zéro et la cohérence des politiques et des programmes des organismes ayant leur siège à Rome. La performance globale sera évaluée au moyen d'analyses des premiers retours d'expérience et d'évaluations décentralisées⁵².
92. Les données sur les bénéficiaires, ventilées par sexe, âge et degré de vulnérabilité, seront extraites chaque mois des rapports de distribution des partenaires puis traitées dans COMET⁵³. La collecte bimestrielle de données effectuée au moyen de mVAM permettra d'observer les tendances de la sécurité alimentaire. Un suivi post-distribution sera effectué tous les trimestres avec le Gouvernement et les ONG pour observer les résultats obtenus au niveau de la sécurité alimentaire et de la nutrition, ainsi que les résultats transversaux touchant la problématique hommes-femmes,

⁵⁰ Comité permanent interorganisations, évaluation interorganisations de l'action humanitaire. 2016.

⁵¹ Les partenaires gouvernementaux seront notamment le Ministère de l'économie, du plan et de la coopération, le Ministère de l'agriculture et du développement rural, le Ministère de la santé, de l'hygiène publique et de la population et le Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche; et les partenaires des Nations Unies seront le HCR, l'UNICEF et la FAO.

⁵² Ces recommandations sont conformes aux résultats de l'examen des systèmes de suivi et d'évaluation du bureau de pays mené par le Bureau régional de Dakar en décembre 2016.

⁵³ Voir *Country Office Tool for Managing Effectively* (Outil des bureaux de pays pour une gestion efficace) (COMET).

la protection et la responsabilité à l'égard des populations touchées. Les bénéficiaires et les partenaires coopérants seront tenus régulièrement informés des résultats des activités de suivi.

93. Des procédures opérationnelles standard de suivi et d'évaluation sont en place pour recenser les fonctions et les responsabilités du personnel des bureaux de pays et des bureaux auxiliaires. Des outils de suivi et d'évaluation serviront de point de départ pour la formation et seront utiles au personnel du PAM et à ses partenaires. La numérisation des outils de suivi ainsi que la personnalisation des bons (équipés de codes-barres par souci de sécurité) permettront au PAM d'améliorer la qualité et la rapidité de la collecte, du suivi et de l'analyse des données et des réponses. Dans les zones et les localités reculées où l'insécurité règne, le suivi sera exécuté par des tiers et le suivi post-distribution se fera par téléphone mobile.
94. La performance du PSPP sera évaluée au moyen d'analyses des premiers retours d'expérience et d'évaluations décentralisées. L'évaluation décentralisée sur la problématique hommes-femmes réalisée en 2017 et l'autre évaluation de ce type réalisée en 2018 sur les activités prioritaires relatives à la responsabilité à l'égard des populations touchées apporteront des informations utiles pour les stratégies relatives aux distributions générales de vivres, à l'Assistance alimentaire pour la création d'actifs et aux Achats au service du progrès.

5.2 Gestion des risques

Risques contextuels

95. L'échec ou la déficience du processus de désarmement, démobilisation et réintégration, qui pourrait entraîner la poursuite du conflit armé entre des groupes non étatiques, un coup d'État ou des bouleversements politiques, est un risque qui pèsera sur le PSPP pendant toute la période couverte. Si tel était le cas, les mouvements de réfugiés et les déplacements de personnes qui s'ensuivraient limiteraient la réinstallation, aggravant ainsi les pressions auxquelles sont soumises les populations d'accueil et provoquant une hausse des demandes d'assistance humanitaire. L'impact sur les approvisionnements alimentaires entraînerait une instabilité des prix, qui réduirait la disponibilité des denrées de première nécessité. Face à ce risque, le PSPP maintient un équilibre entre la nécessité de renforcer durablement la résilience dans les régions stables et l'obligation de faire face aux besoins d'urgence dans les localités touchées par la crise. Cette approche à deux volets sera facilitée par l'amélioration des données ainsi que des systèmes de suivi et d'obligation redditionnelle en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle. Pour assurer la sécurité du personnel et la protection des communautés, des mesures d'atténuation des risques sont prévues, à savoir: renforcer l'appui à l'action engagée par le PAM auprès des communautés touchées, chercher à obtenir des garanties de sécurité d'accès, recourir aux services aériens d'aide humanitaire, appliquer strictement les normes minimales de sécurité opérationnelle, et en dernier ressort, faire appel à des escortes militaires.

Risques programmatiques

96. Pour que le Gouvernement appuie davantage la bonne réalisation du plan, il faudra pouvoir compter sur des engagements financiers durables et suffisants, prendre davantage en considération l'égalité des sexes dans les différents programmes et renforcer les capacités du personnel et l'infrastructure dans les départements concernés au niveau national et régional. Le PAM soutiendra donc le Gouvernement en établissant un cadre d'action solide visant à mobiliser des fonds et à renforcer les capacités des agents nationaux, et intégrant les objectifs d'égalité des sexes.

Risques institutionnels

97. Plusieurs facteurs risquent de nuire à la réputation du PAM: un financement insuffisant des activités; un environnement opérationnel qui se solde par une mauvaise gestion ou une gestion inefficace des ressources affectées aux activités prévues; et un usage abusif des biens du PAM de la part de membres du personnel ou de partenaires. Pour parer à ces éventualités, le PAM investira en faveur de la mobilisation de ressources, intensifiera ses activités de formation et de soutien pour aider son personnel et ses partenaires dans le pays à mettre en œuvre des procédures opérationnelles standard, et veillera à ce que des mesures de contrôle adaptées soient mises en œuvre et fassent l'objet d'un suivi par son personnel.

6. Des ressources axées sur les résultats

6.1 Budget de portefeuille de pays

TABLEAU 4: BESOINS BUDGÉTAIRES ANNUELS (À TITRE INDICATIF) (en dollars)				
	Année 1 2018	Année 2 2019	Année 3 2020	Total
Effet direct stratégique 1	61 871 485	55 540 066	46 977 676	164 389 227
Effet direct stratégique 2	6 078 021	10 103 977	6 658 880	22 840 878
Effet direct stratégique 3	9 998 140	10 797 888	22 081 891	42 877 920
Effet direct stratégique 4	607 429	456 570	390 630	1 454 629
Effet direct stratégique 5	19 004 971	19 076 593	19 155 175	57 236 738
Total	97 560 045	95 975 095	95 264 252	288 799 392

6.2 Perspectives de financement

98. Le budget du présent PSPP est estimé à 288 millions de dollars. Le coût annuel moyen se monte à 96,2 millions de dollars. Le bureau de pays peut compter sur l'appui stable d'un groupe de donateurs s'agissant des activités d'urgence/relèvement rapide, de nutrition, de repas scolaires et de services communs réalisées au titre des effets directs stratégiques 1, 2 et 5. Ces activités absorbent 82 pour cent du budget total. D'ici à 2020, 15 pour cent des fonds seront alloués aux activités relatives à l'égalité des sexes. Au cours de la conférence d'annonce de contributions qui s'est tenue en Belgique en novembre 2016, les bailleurs de fonds se sont engagés à verser 2,2 milliards de dollars – soit 137 pour cent des fonds demandés – pour soutenir la République centrafricaine pendant toute la durée du Plan de relèvement et de consolidation de la paix⁵⁴. Bien que les modalités d'affectation de ces fonds ne soient pas encore claires, au minimum 28 pour cent de ce montant devraient être réservés au financement des programmes d'aide humanitaire

6.3 Stratégie de mobilisation des ressources

99. Le PAM aidera le Gouvernement à définir les cibles nationales Faim zéro et à les réaliser en établissant de nouvelles modalités de financement, plus durables, auprès des donateurs, habituels ou non. À cette fin, il renforcera ses partenariats avec des donateurs existants, avec lesquels il collaborera de manière régulière et dynamique et dont il soutiendra l'action stratégique. Par ailleurs, pour élargir et diversifier sa base de donateurs, il s'efforcera d'établir de nouvelles relations avec des donateurs non habituels opérant dans le pays. Le PAM a également répertorié plusieurs nouveaux donateurs potentiels, notamment la Chine, l'Agence française de développement et des fonds de financement commun des Nations Unies. Un travail détaillé de planification et de recensement des donateurs et des partenaires sera effectué en collaboration avec les organismes ayant leur siège à Rome pour étudier les possibilités nouvelles, notamment les interventions dans les domaines de la consolidation de la paix, de la réinstallation et de l'atténuation du changement climatique.

⁵⁴ Voir [Conférence de Bruxelles pour la République centrafricaine](#) (2016).

ANNEXE I

CADRE LOGIQUE DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS ÉTABLI POUR LA RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE (JANVIER 2018–DÉCEMBRE 2020)

But stratégique 1: Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro

Objectif stratégique 1: Éliminer la faim en préservant l'accès à l'alimentation

Résultat stratégique 1: Chacun a accès à la nourriture

Effet direct stratégique 1: Les ménages et les communautés touchés par une crise dans les régions ciblées sont en mesure de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels, aussi bien pendant qu'au lendemain des crises

Catégorie d'effet direct correspondante:
Maintien/amélioration de l'accès des individus et des ménages à une alimentation suffisante

Tient compte de la nutrition

Domaine d'action privilégié:
intervention face à une crise

Hypothèses:

Les conditions de sécurité demeurent stables et les acteurs humanitaires peuvent accéder jusqu'aux groupes ciblés et aux zones d'intervention
Des services et articles complémentaires (soins de santé, approvisionnement en eau, services d'assainissement, d'hygiène ou encore de protection et articles non alimentaires, entre autres) sont mis à disposition par le HCR, l'UNICEF, le Gouvernement centrafricain, d'autres organismes des Nations Unies et des ONG
Il est possible d'accéder jusqu'aux bénéficiaires et aux zones où affluent les personnes à secourir

Indicateurs d'effet direct

Indice des stratégies de survie fondé sur la consommation (pourcentage des ménages ayant un indice des stratégies de survie en baisse)
Score de diversité alimentaire
Taux de scolarisation des garçons et des filles
Score de consommation alimentaire
Score de consommation alimentaire – nutrition
Part des dépenses consacrées à l'alimentation
Seuil minimal de diversité du régime alimentaire – femmes
Proportion d'enfants âgés de 6 à 23 mois recevant l'apport alimentaire minimum acceptable
Taux de fidélisation

Activités et produits

1. Assurer des distributions générales de vivres et fournir des aliments nutritifs et/ou des transferts de type monétaire aux réfugiés, aux personnes déplacées ou qui ont pris le chemin du retour et aux communautés d'accueil touchées par la crise (Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture)

Les réfugiés, les personnes déplacées ou qui ont pris le chemin du retour et les communautés d'accueil touchées par la crise dans les régions du nord-ouest, du nord, du nord-est et du centre du pays reçoivent des aliments nutritifs ou des transferts monétaires afin de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels. (A: Ressources transférées)

Les réfugiés, les personnes déplacées ou qui ont pris le chemin du retour et les communautés d'accueil touchées par la crise dans les régions du nord-ouest, du nord, du nord-est et du centre du pays reçoivent des aliments nutritifs ou des transferts monétaires afin de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels. (B: Aliments nutritifs fournis)

2. Distribuer des repas scolaires d'urgence aux écoliers du primaire membres de familles touchées par la crise dans les localités ciblées (Repas scolaires)

Les enfants des réfugiés, des personnes déplacées ou qui ont pris le chemin du retour et des familles d'accueil touchées par la crise qui sont scolarisés en primaire reçoivent un repas nutritif quotidien lorsqu'ils vont à l'école, afin de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels et de faire augmenter le taux de scolarisation. (A: Ressources transférées)

Objectif stratégique 2: Améliorer la nutrition

Résultat stratégique 2: Personne ne souffre de malnutrition

Effet direct stratégique 2: D'ici à 2020, les groupes vulnérables, y compris les enfants, les filles et les femmes enceintes et allaitantes, ainsi que les personnes qui suivent une thérapie antirétrovirale et souffrent de malnutrition vivant dans les régions ciblées, voient leur état nutritionnel s'améliorer conformément aux objectifs nationaux

Catégorie d'effet direct correspondante: Amélioration de la consommation de produits alimentaires de qualité et riches en nutriments chez les personnes ciblées

Domaine d'action privilégié: renforcement de la résilience

Hypothèses:

L'approvisionnement en vivres et en espèces se fait correctement tout au long de l'année

D'autres articles non alimentaires et services complémentaires sont fournis par d'autres partenaires (Gouvernement centrafricain, autres organismes des Nations Unies et ONG)

Aucune perturbation majeure des opérations ne se produit du fait de l'insécurité ou de la sécheresse

Indicateurs d'effet direct

Taux de fréquentation des ateliers organisés (par rapport à la valeur cible)

Taux de scolarisation des garçons et des filles

Efficacité du traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux d'abandon du traitement

Efficacité du traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux de mortalité

Efficacité du traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux de non-réaction au traitement

Efficacité du traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux de récupération

Seuil minimal de diversité du régime alimentaire – femmes

Proportion d'enfants âgés de 6 à 23 mois recevant l'apport alimentaire minimum acceptable

Proportion de la population remplissant les conditions pour bénéficier du programme qui y participe effectivement (couverture)

Proportion de la population cible participant à un nombre suffisant de distributions (observance)

Activités et produits

3. Mettre en œuvre un programme de supplémentation alimentaire généralisée afin de prévenir la malnutrition aiguë modérée chez les enfants âgés de 6 à 23 mois (Prévention de la malnutrition)

Les enfants âgés de 6 à 23 mois reçoivent une supplémentation alimentaire généralisée afin de prévenir la malnutrition (A: Ressources transférées)

Les enfants âgés de 6 à 23 mois reçoivent une supplémentation alimentaire généralisée afin de prévenir la malnutrition (B: Aliments nutritifs fournis)

Les enfants âgés de 6 à 23 mois reçoivent une supplémentation alimentaire généralisée afin de prévenir la malnutrition (E: Activités de sensibilisation et d'éducation réalisées)

4. Mettre en place une gamme complète de mesures de prévention et de traitement de la malnutrition à l'intention des enfants âgés de 6 à 59 mois souffrant de malnutrition aiguë modérée ainsi que des filles et des femmes enceintes et allaitantes, et fournir des aliments sur ordonnance aux personnes sous traitement antirétroviral (Traitement nutritionnel)

Les enfants âgés de 6 à 59 mois, les filles et les femmes enceintes et allaitantes ainsi que les personnes sous traitement antirétroviral, bénéficient d'une gamme complète de services nutritionnels et d'une sensibilisation aux mesures à prendre au sein des communautés pour prévenir et traiter la malnutrition (A: Ressources transférées)

Les enfants âgés de 6 à 59 mois, les filles et les femmes enceintes et allaitantes ainsi que les personnes sous traitement antirétroviral, bénéficient d'une gamme complète de services nutritionnels et d'une sensibilisation aux mesures à prendre au sein des communautés pour prévenir et traiter la malnutrition (B: Aliments nutritifs fournis)

Les enfants âgés de 6 à 59 mois, les filles et les femmes enceintes et allaitantes ainsi que les personnes sous traitement antirétroviral, bénéficient d'une gamme complète de services nutritionnels et d'une sensibilisation aux mesures à prendre au sein des communautés pour prévenir et traiter la malnutrition (E: Activités de sensibilisation et d'éducation réalisées)

5. Assurer le renforcement des capacités des autorités des districts de santé, du personnel des centres de santé et des agents sanitaires des communautés en matière de conception, d'exécution et de suivi des programmes afin de mettre en œuvre le programme arrêté dans le cadre du mouvement SUN (Renforcement des capacités institutionnelles)

Les groupes vulnérables bénéficient de l'amélioration des capacités des districts de santé en matière de mise en œuvre du programme arrêté dans le cadre du mouvement SUN afin de prévenir la malnutrition (C. Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

6. Fournir des repas scolaires nutritifs aux écoliers des zones ciblées (Repas scolaires)

Les écoliers reçoivent chaque jour un repas scolaire nutritif à base de produits locaux lorsqu'ils vont à l'école, afin de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels et de faire progresser le taux de scolarisation. (A: Ressources transférées)

Les écoliers reçoivent chaque jour un repas scolaire nutritif à base de produits locaux lorsqu'ils vont à l'école, afin de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels et de faire progresser le taux de scolarisation. (B: Aliments nutritifs fournis)

Les écoliers reçoivent chaque jour un repas scolaire nutritif à base de produits locaux lorsqu'ils vont à l'école, afin de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels et de faire progresser le taux de scolarisation. (E: Activités de sensibilisation et d'éducation réalisées)

Objectif stratégique 3: Assurer la sécurité alimentaire

Résultat stratégique 3: La sécurité alimentaire et la nutrition des petits exploitants s'améliorent

Effet direct stratégique 3: D'ici à 2020, les femmes et les hommes en situation d'insécurité alimentaire vivant dans les zones ciblées disposent de moyens d'existence améliorés qui leur permettent de faire face aux besoins de leur ménage et de leur communauté sur le plan de la sécurité alimentaire et de la nutrition.

Catégorie d'effet direct
correspondante: Augmentation de
la production et des ventes des
petits exploitants

Domaine d'action privilégié:
renforcement de la résilience

Hypothèses:

D'autres articles non alimentaires et services complémentaires sont fournis par d'autres partenaires (Gouvernement centrafricain, FAO, autres organismes des Nations Unies et ONG)

La production locale et les canaux de commercialisation sont efficaces

Les prix sont stables sur les marchés

Les produits locaux répondent aux critères exigés et les prix sont compétitifs

Indicateurs d'effet direct

Indice des stratégies de survie fondé sur la consommation (moyenne)

Indice des stratégies de survie fondé sur la consommation (pourcentage de ménages dont l'indice des stratégies de survie est en baisse)

Score de consommation alimentaire

Part des dépenses consacrées à l'alimentation

Indice des stratégies de survie fondé sur les moyens d'existence (moyenne)

Indice des stratégies de survie fondé sur les moyens d'existence (pourcentage de ménages ayant recours à des stratégies de survie)

Pourcentage de petits exploitants (hommes/femmes) vendant leur production par l'intermédiaire de systèmes de regroupement de la production appuyés par le PAM

Pourcentage de produits alimentaires du PAM achetés à des systèmes de regroupement de la production favorables aux petits exploitants, en fonction du sexe du petit exploitant

Proportion de la population dans les communautés ciblées faisant état d'avantages découlant de l'amélioration de la base d'actifs

Proportion de pertes après récolte

Valeur et quantité des produits vendus avantageusement par les petits exploitants par l'intermédiaire de systèmes de regroupement de la production appuyés par le PAM

Activités et produits**7. Faire bénéficier les petits exploitants de transferts, afin de soutenir la création d'actifs, et d'une assistance technique, afin de développer leur accès aux marchés, notamment grâce aux achats effectués pour les besoins des programmes de repas scolaires appuyés par le PAM (Création d'actifs et appui aux moyens d'existence)**

Les petits exploitants vivant dans des milieux à risque reçoivent des transferts assortis de conditions afin de soutenir la création ou le rétablissement des moyens de production (D: Actifs créés)

Les ménages et les communautés de petits exploitants vivant dans des milieux à risque bénéficient de moyens de production remis en état et renforcés afin d'améliorer leur productivité et leur sécurité alimentaire (A: Ressources transférées)

Les petits exploitants, femmes et hommes, bénéficient d'un accès plus large aux marchés, afin qu'ils tirent parti des filières locales (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

But stratégique 2: Nouer des partenariats pour faciliter la mise en œuvre des ODD

Objectif stratégique 4: Appuyer la mise en œuvre des ODD

Résultat stratégique 5: Les pays ont des capacités renforcées pour mettre en œuvre les ODD

Effet direct stratégique 4: D'ici à 2020, les institutions nationales et infranationales disposent de capacités renforcées pour mettre sur pied un dispositif de protection sociale adapté et gérer les politiques et programmes concernant la sécurité alimentaire et la nutrition

Catégorie d'effet direct
correspondante: Renforcement de la capacité des institutions et systèmes publics et privés, y compris les intervenants locaux, à recenser, cibler et secourir les populations en situation d'insécurité alimentaire et de vulnérabilité sur le plan nutritionnel

Domaine d'action privilégié: causes profondes

Hypothèses:

Des ressources sont disponibles pour appuyer la mise en œuvre des activités destinées à renforcer les capacités

Il existe une certaine rotation du personnel des institutions nationales et infranationales

Des services complémentaires sont fournis par le Gouvernement, d'autres organismes des Nations Unies, des ONG et des institutions du secteur privé

Les contextes politique, social et économique sont stables

Indicateurs d'effet direct

Indice des capacités de préparation aux situations d'urgence

Taux de satisfaction des usagers

Score de capacité Faim zéro

Activités et produits

8. Assurer le renforcement des capacités des agents publics en matière d'élaboration d'orientations visant à éliminer la faim, de planification stratégique et d'exécution de programmes (Renforcement des capacités institutionnelles)

Les populations vulnérables bénéficient de filets de protection sociale nationaux et locaux, notamment sous forme de transferts en nature ou de type monétaire et de soutien aux moyens d'existence, afin d'améliorer la sécurité alimentaire (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les populations vulnérables bénéficient de filets de protection sociale nationaux et locaux, notamment sous forme de transferts en nature ou de type monétaire et de soutien aux moyens d'existence, afin d'améliorer la sécurité alimentaire (I: Stratégies de participation à l'élaboration des politiques élaborées/mises en œuvre)

Les populations vulnérables bénéficient de filets de protection sociale nationaux et locaux, notamment sous forme de transferts en nature ou de type monétaire et de soutien aux moyens d'existence, afin d'améliorer la sécurité alimentaire (K: Partenariats appuyés)

Les populations vulnérables bénéficient de filets de protection sociale nationaux et locaux, notamment sous forme de transferts en nature ou de type monétaire et de soutien aux moyens d'existence, afin d'améliorer la sécurité alimentaire (M: Mécanismes de coordination nationaux appuyés)

Les populations vulnérables bénéficient des données et des systèmes de suivi et de reddition de comptes à l'échelle nationale, qui permettent de suivre les progrès accomplis sur la voie de la réalisation de l'ODD 2, l'objectif étant d'améliorer leur sécurité alimentaire (H: Services et plateformes partagés mis à disposition)

9. Assurer le renforcement des capacités du Gouvernement en matière de mise en place d'une structure nationale de filets de protection sociale, en collaboration avec la Banque mondiale et le Ministère de l'économie, du plan et de la coopération, en s'appuyant sur les données nationales et infranationales en matière d'élimination de la faim, et sur les systèmes de suivi et de reddition de comptes (Prestation de services et plateformes)

Les personnes exposées à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition bénéficient d'un cadre politique et stratégique renforcé et cohérent visant à atteindre l'objectif Faim zéro afin de répondre à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les personnes exposées à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition bénéficient d'un cadre politique et stratégique renforcé et cohérent visant à atteindre l'objectif Faim zéro afin de répondre à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels (I: Stratégies de participation à l'élaboration des politiques élaborées/mises en œuvre)

Les personnes exposées à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition bénéficient d'un cadre politique et stratégique renforcé et cohérent visant à atteindre l'objectif Faim zéro afin de répondre à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels (J: Réformes de fond identifiées/préconisées)

Les personnes exposées à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition bénéficient d'un cadre politique et stratégique renforcé et cohérent visant à atteindre l'objectif Faim zéro afin de répondre à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels (M: Mécanismes de coordination nationaux appuyés)

Objectif stratégique 5: Travailler en partenariat pour de meilleurs résultats au regard des ODD

Résultat stratégique 8: Le partage des connaissances, du savoir-faire et de la technologie renforce l'appui apporté par les partenariats mondiaux aux activités menées par les pays en vue de réaliser les ODD

Effet direct stratégique 5: La communauté d'aide humanitaire (partenaires et donateurs) dispose de moyens plus performants pour atteindre les zones en proie à une crise humanitaire et y intervenir tout au long de l'année

Catégorie d'effet direct correspondante: Amélioration des plateformes de coordination communes

Domaine d'action privilégié: intervention face à une crise

Hypothèses:

Des fonds sont disponibles en temps utile pour appuyer la mise en place et la prestation des services communs

Les organismes des Nations Unies, les ONG et les partenaires de développement, y compris les organismes des donateurs, sont désireux d'utiliser et d'appuyer la plateforme de services communs

Indicateurs d'effet direct

Taux de satisfaction des usagers

Activités et produits

10. Fournir des services communs dans le cadre des modules de la logistique et des télécommunications d'urgence aux pouvoirs publics, aux organismes des Nations Unies et aux ONG partenaires, afin qu'ils mènent des opérations sur le terrain efficaces et pour assurer la sécurité du personnel (Prestation de services et plateformes)

Les populations ciblées bénéficient des services communs de logistique et de télécommunications d'urgence que le PAM fournit à ses partenaires afin qu'ils soient en mesure de fournir une assistance humanitaire et une aide au développement (H: Services et plateformes partagés mis à disposition)

11. Fournir des services aériens humanitaires à tous les partenaires jusqu'à ce que des solutions de rechange appropriées soient disponibles (Prestation de services et plateformes)

Les populations vulnérables des zones ciblées bénéficient des services aériens que le PAM assure pour ses partenaires afin qu'ils soient en mesure de leur fournir une assistance adaptée (H: Services et plateformes partagés mis à disposition)

But stratégique 1: Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro**C.1. Les populations touchées sont en mesure de tenir le PAM et ses partenaires comptables pour ce qui est de répondre à leurs besoins alimentaires en tenant compte de leurs avis et de leurs préférences****Résultats transversaux**

C.1.1 Proportion de personnes bénéficiant d'une assistance informées au sujet du programme (qui en sont les bénéficiaires, ce qu'ils vont recevoir, quelle est la durée de l'assistance)

C.1.2 Proportion d'activités pour lesquelles les avis donnés en retour par les bénéficiaires sont consignés, analysés et pris en compte pour améliorer les programmes

C.2. Les populations touchées sont en mesure de bénéficier des programmes du PAM d'une manière qui assure et renforce leur sécurité, leur dignité et leur intégrité**Résultat transversal**

C.2.1 Proportion de personnes ciblées ayant accès à l'assistance sans se heurter à des problèmes de protection

C.3. L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes progressent au sein des populations bénéficiant de l'assistance du PAM**Résultats transversaux**

C.3.1 Proportion de ménages au sein desquels les décisions quant à l'utilisation des produits alimentaires, des espèces ou des bons sont prises par la femme, par l'homme ou par les deux, ventilée par modalité de transfert

C.3.2 Proportion de femmes parmi les membres des entités prenant les décisions concernant l'assistance alimentaire (comités, conseils, équipes, etc.)

C.3.3. Type de transfert (vivres, espèces, bons ou pas de rémunération) reçu par les personnes participant aux activités du PAM, ventilé par sexe et type d'activité

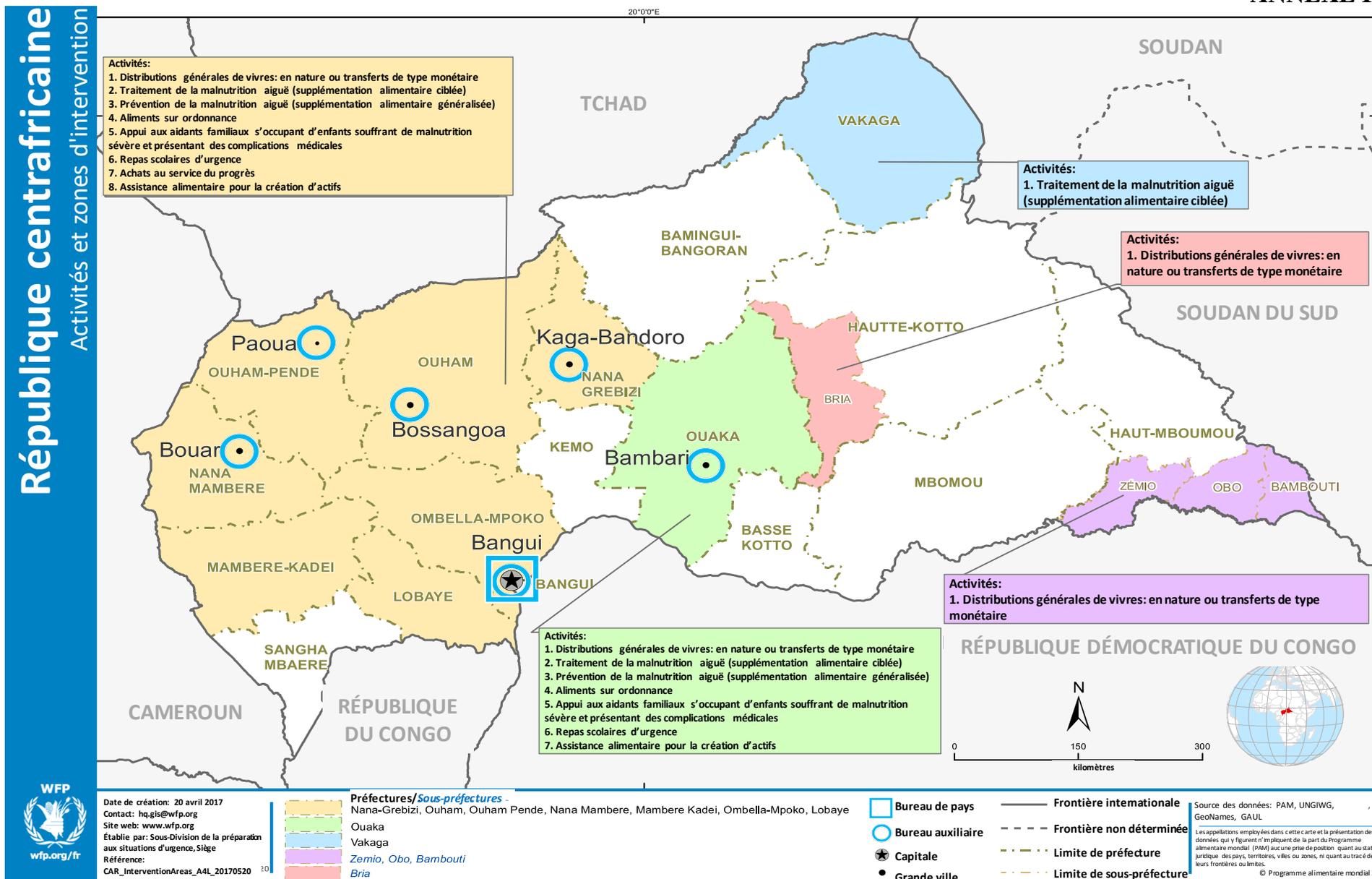
C.4 Les communautés ciblées tirent profit des programmes du PAM sans que cela nuise à l'environnement**Résultat transversal**

C.4.1 Proportion d'activités pour lesquelles les risques écologiques ont été évalués et des mesures d'atténuation définies, selon que de besoin

ANNEXE II

VENTILATION INDICATIVE DES COÛTS PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE <i>(en dollars)</i>						
	Effet direct stratégique 1	Effet direct stratégique 2	Effet direct stratégique 3	Effet direct stratégique 4	Effet direct stratégique 5	Total
Valeur des transferts	67 576 223	10 431 798	24 203 872	1 269 773	43 015 879	146 497 544
Coûts afférents aux transferts	61 076 398	6 822 982	13 670 544	–	–	81 569 925
Mise en œuvre	16 873 590	2 963 812	69 338	18 000	7 648 769	27 573 509
Coûts d'appui directs ajustés	8 108 581	1 128 023	2 129 068	71 693	2 827 631	14 264 996
Coûts directs pour le PAM	153 634 792	21 346 615	40 072 822	1 359 466	53 492 279	269 905 974
Coûts d'appui indirects (7,0 pour cent)	10 754 435	1 494 263	2 805 098	95 163	3 744 459	18 893 418
Total	164 389 227	22 840 878	42 877 920	1 454 629	57 236 738	288 799 392

ANNEXE III



Les appellations employées dans cette carte et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Liste des sigles utilisés dans le présent document

3A	Assistance alimentaire pour la création d'actifs
COMET	Outil des bureaux de pays pour une gestion efficace
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
IPC	Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire
MINUSCA	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine
OCHA	Bureau de la coordination des affaires humanitaires
ODD	objectif de développement durable
ONG	organisation non gouvernementale
ONUSIDA	Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida
P4P	Achats au service du progrès
PIB	produit intérieur brut
PNUAD	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
PSPP	plan stratégique de pays provisoire
SABER	approche systémique pour l'amélioration des résultats dans le domaine de l'éducation
SCOPE	plateforme numérique pour la gestion des bénéficiaires et des transferts
SUN	mouvement Renforcer la nutrition
UNHAS	Services aériens d'aide humanitaire des Nations Unies
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance